



le monde  
**Libertaire**

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N°736 JEUDI 26 JANVIER 1989 10,00 F

**LOGEMENT :**

**UN TOIT**

**POUR VIVRE !**

## Editorial

L'institution scolaire souffre d'un tel vague à l'âme qu'on n'y pouvait plus tenir. Il fallait se jeter à l'eau. Les rumeurs des grèves automnales labouraient de profonds sillons d'angoisse les parterres ministériels. Il faut avouer qu'au sein même de l'institution les repères se fissurent l'un après l'autre : le syndicalisme enseignant voit une chute spectaculaire de ses effectifs (- 30% en 10 ans), la motivation est au plus bas dans les classes, les salaires stagnent voire diminuent, les locaux se détériorent allégrement. Tout fout le camp.

Replâtrer, réformer, s'ingénier à combiner les mesures pour métamorphoser une masse en phase de désagrégation en un corps dynamique, motivé et motivant, transmettant le goût d'apprendre... dur, dur.

Jospin, dans la stricte tradition républicaine jacobinissante, rend sa copie au gouvernement. Venue d'en haut, après consultation des experts et des hiérarques de l'Education nationale, la réforme tant attendue redescend au niveau des intéressés.

Alors quoi ! Réforme lourde, ou tendre au fond ? La vie quotidienne des près de 15 millions d'intéressés va-t-elle enfin changer ? Va-t-on enfin généraliser les pratiques d'une autre pédagogie ? Quelle haute ambition guide le projet éducatif ?

Distribution massive de diplômes, évaluation de l'ensemble de l'institution par la société, une certaine autonomie de gestion, des projets par établissement, un nouveau corps de professeurs de lycée : ça à l'odeur d'une réforme, le goût d'une remise en cause, mais dans les faits et les idées, il s'agit d'un replâtrage qui vise à sauver la face du gouvernement confronté à l'usure profonde d'un système éducatif en crise.

Critiques sur la forme, critiques sur le fond, les anarchistes sont de sacrés râleurs. Jamais contents ! Et dans le domaine, ils ont une histoire, une pratique et des propositions. Alors qu'est-ce que l'on attend !

## communiqués éditions

- **FRESNES-ANTONY**  
Les permanences du groupe de Fresnes-Antony de la FA se tiennent au local du groupe, au 34, rue J. Moulin, 92160 Antony, tous les samedis de 10 h à 12 h (tél. : 46.68.48.58)
- **LYON**  
Les anarchistes de la région lyonnaise peuvent prendre contact avec la liaison de Lyon en écrivant aux Relations Intérieures qui transmettront.
- **CHARTRES**  
Le groupe libertaire Georges-Cochon de Chartres tient une permanence mensuelle le premier mercredi de chaque mois au Cercle des sociétés, 6, rue Noël-Parfait, de 20 h 30 à 22 h.
- **LILLE**  
La « Voix sans maître », émission du groupe Benoît-Brouchoux, a lieu tous les vendredis de 19 h 30 à 21 h sur Radio-Campus (91.4 MHz). Au programme : le 21 janvier, « Labels indépendants ».
- **BORDEAUX**  
Le groupe Emma-Goldman organise une rencontre-débat sur le thème : « situation politique et sociale aujourd'hui : analyses et propositions anarchistes ». Cette rencontre aura lieu à 15 h, le samedi 21 janvier 1989, au local (7, rue du Muguet à Bordeaux).
- **LE MANS**  
Les militants de la FA du Mans vous invitent à les contacter afin de pouvoir recréer une présence militante en écrivant aux Relations Intérieures, ou en vous rendant aux permanences de « Sarthe libertaire » (FA-CNT-CLÉA) à la Maison des associations, 4, rue d'Arcole, les deuxièmes mercredis de chaque mois, de 17 h à 19 h, et les quatrièmes samedis, de 15 h à 17 h.

## sommaire

**PAGE 2 :** Informations des groupes de la Fédération anarchiste — **PAGE 3, Social :** Réquisition d'un immeuble, Charte du Comité des mal-logés, Fonctionnement — **PAGE 4, Les luttes :** Modèles aux Beaux-Arts, L'imprimerie en mutation, Elections à la RATP, Travail clandestin — **PAGE 5, Société :** En bref, Le nationalisme — **PAGE 6, Société :** Elections aux Chambres d'agriculture : interview de Francis Thomas — **PAGE 7, Société :** Agriculture (suite de la page 6), Malades sociaux, Serge Livrozet libéré, Ecologie et économie — **PAGE 8, Informations internationales :** Solidarité au bord de l'éclatement — **PAGE 9, Informations internationales :** Argentine, Mexique, Espagne — **PAGE 10, Expressions :** « La mort n'oublie personne » de Didier Daeninckx, Pochoirs — **PAGE 11, Expressions :** Sélection de programmes de Radio-Libertaire, Cinéma, Disque, Notes de lecture — **PAGE 12, Histoire :** « Les précurseurs du socialisme », « Le catéchisme du genre humain ».

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris 11<sup>e</sup>  
 Directeur de publication : Maurice Joyeux  
 Commission paritaire n°55 635  
 Imprimerie : Roto de Paris, 3, rue de l'Atlas, Paris 19<sup>e</sup>  
 Dépôt légal 44 149 — 1<sup>er</sup> trimestre 1977  
 Routage 205 — Publi Routage  
 Diffusion SAEM Transport Presse

**Abonnez vous !**

**LE MONDE LIBERTAIRE**  
 Rédaction-Administration  
 145, rue Amelot, 75011 Paris, tél. : (16) 1.48.05.34.08.

TARIF	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois, 5 n°	35 F	70 F	60 F
3 mois, 13 n°	95 F	170 F	140 F
6 mois, 25 n°	170 F	310 F	250 F
1 an, 45 n°	290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

**BULLETIN D'ABONNEMENT**  
 à retourner au 145, rue Amelot, 75011 Paris (France).

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

A partir du n° ..... (inclus) Pays .....

Abonnement de soutien

Chèque postal  Chèque bancaire  Autre

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin  
 Pour tout changement d'adresse,  
 joindre la dernière bande de routage.

## Souscription

L'événement 89 est bientôt de retour, les libertaires se doivent de le saluer à leur manière ! Des militants de la Fédération anarchiste ont décidé de publier au cours de l'année du bicentenaire deux œuvres : « La Grande Révolution », de P Kropotkine, et « Les anarchistes et la Révolution française », (ouvrage collectif, inédit, regroupant les contributions de nombreux militants ou historiens des idées libertaires). Pour que ce soit possible, les efforts de tous sont nécessaires. Prix de souscription pour les deux ouvrages, à paraître en mars-avril et en octobre 1989 : 220 F ; pour le Kropotkine seulement : 110 F. Les chèques sont à libeller à l'ordre de Véronique Fau-Vincenti et à envoyer au 145, rue Amelot, 75011 Paris.

## Editions du Monde libertaire

Les éditions du Monde libertaire viennent de sortir deux nouveaux titres :  
 • Camillo Berneri, « OEuvres choisies » à 120 F ;  
 • Maurice Joyeux, « Sous les plis du drapeau noir », (le tome II de « Souvenirs d'un anarchiste ») à 120 F.  
 On peut se procurer ces ouvrages à la librairie du Monde libertaire au 145, rue Amelot, 75011 Paris, ou bien les commander par correspondance (prévoir un supplément de 10,90 F dans ce cas-là).

### « CONTRE VENTS ET MAREES »

Le journal « Contre Vents et Marées » de la région Rhône-Alpes n° 55 de janvier 1989 est paru. Il est disponible au prix de 3 F à Contre Courant, c/o La Ladrrière, Saint-Alban-de-Roche, 38300 Bourgoin-Jallieu.



### « ALTERNATIVE LIBERTAIRE »

« Alternative libertaire » n° 18, journal du groupe FA d'Angers, est paru (16 pages). On peut se le procurer contre 6,60 F en timbres ou mieux s'abonner : 30 F pour 4 numéros (chèques à l'ordre de ADEIR, 8, rue Buffon, 49000 Angers).

### « ALTERNATIVE LIBERTAIRE »

« Alternative libertaire » n° 18, journal édité par la Fédération anarchiste du Maine-et-Loire, vient de paraître.



## liste des groupes f.a.

**PROVINCE**  
 • **GROUPES**  
 Aine : Anizy-le-Château — Allier : Moulins — Ardèche : Aubenas — Bouches-du-Rhône : Marseille — Charente : Angoulême — Charente-Maritime : Rochefort-Marennes — Côte-d'Or : Dijon — Doubs : Besançon — Eure-et-Loire : Chartres — Finistère : Brest — Haute-Garonne : Toulouse — Gironde : Bordeaux — Fr (trois groupes) — Ile-et-Vilaine : Rennes — Indre-et-Loire : Tours — Isère : Grenoble, Bourgoin-Jallieu — Loire : Saint-Etienne — Loire-Atlantique : Nantes — Loiret : Montargis — Lot-et-Garonne : Agen — Maine-et-Loire : Angers, Saumur — Manche : Cherbourg — Marne : Reims — Moselle : Thionville, Metz — Nord : Lille (deux groupes), Dunkerque — Oise : Beauvais — Pas-de-Calais : Boulogne — Pyrénées-Orientales : Perpignan — Bas-Rhin : Scherwiller — Seine-Maritime : Rouen, Le Havre — Somme : Amiens — Var : Toulon — Vendée : La Roche-sur-Yon — Vienne : Poitiers.

## éditions

### AUTOCOLLANTS

Deux autocollants « Anarchie » et « Anarchisme » imprimés en deux couleurs (rouge et noir) sont disponibles aux prix de : 2 F l'unité, 1 F de 10 à 50 exemplaires et 0,50 F à partir de 50 exemplaires (plus les frais de port). Deux autocollants « Louise Michel » et « Humeurs Noires » sont disponibles (en noir et mauve) aux prix de : 1 F l'unité, 0,80 F de 10 à 50 exemplaires et 0,50 F à partir de 50 exemplaires (plus les frais de port). Vous pouvez vous les procurer à la librairie du Monde libertaire et auprès du groupe « Humeurs Noires », BP 79, 59370 Mons-en-Barœul (chèque à l'ordre d'ALDIR).



### AUTOCOLLANT

Le groupe anarchiste communiste Carlo-Cafiero a édité un autocollant jaune et noir sur la question du logement. Il est en vente à la librairie du Monde libertaire (commandes possibles) au prix de 0,50 F au-dessus de 10 exemplaires, et de 1 F à l'unité.

Contre les logements vides

Contre les taudis

Contre le racket des loyers

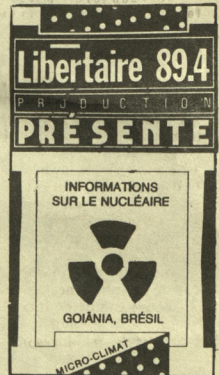
**Organisons-nous**  
pour le

## Droit au logement Gratuit pour tous

Fédération Anarchiste 145, rue Amelot Paris 11ème

### CASSETTES

Radio-Libertaire vient d'éditer deux cassettes de l'émission « Micro-climat » : « Information sur le nucléaire : Hiroshima-Nagasaki », avec Roger Belbeoch (physicien), membre du Groupement de scientifiques pour l'information sur le nucléaire (GSIEN) ; « Information sur le nucléaire : la catastrophe de Goiânia », avec des entrevues de Maria-José Walter Pémico, Wanderley Medeiros, Fernando Gabeiro, Iadyr Andrade. Ces cassettes sont réalisées par Perline (physicienne). Chaque cassette est disponible au prix de 60 F plus 10% pour frais de port (40 F avec la carte d'auditeur). Les chèques sont à établir à l'ordre de Publico.



### Permanence du secrétariat aux relations intérieures :

le samedi, de 14 h 30 à 18 h,  
 145, rue Amelot, 75011 Paris (M° République)  
 Tél. : (16.1) 48.05.34.08

COMITÉ DES MAL-LOGÉS

Réquisition d'un immeuble de l'OPHLM

**L**E dimanche 15 janvier au matin, nous avons confisqué un bâtiment HLM neuf de la Ville de Paris dans le XI<sup>e</sup> arrondissement, au 92 de la rue de la Fontaine-au-Roi.

Pendant que Chirac et Devaquet (maire du XI<sup>e</sup>) inauguraient un local culturel à cent mètres de là, nous avons investi cet immeuble à deux cents. Étaient aussi présents de jeunes précaires de différents squats de la région parisienne, des résidents du Foyer Bisson qui sont en instance d'expulsion, des camarades de la Coordination des hôtels meublés, etc., et les Compagnons d'Emmaüs de Neuilly-Plaisance attendant le signal pour décharger un camion plein de matelas, de couvertures et de gazinières.

Cet immeuble, haut de six étages, se dresse au centre d'un quartier populaire en cours de rénovation. Autour : immeubles vétustes murés, terrains vagues cernés par des palissades, immeubles en chantier, cols de cygnes où des locataires dont l'immeuble a été laissé à l'abandon par le propriétaire vont chercher l'eau, hôtels meublés en instance d'expulsion, hôtels meublés sordides où le loyer atteint souvent 2 000 F pour un pièce de 12 m<sup>2</sup>, etc.

Avec ses duplex et son installation « tout-électrique » (chauffage et cuisine), ce n'est certes pas pour



reloger les habitants du quartier, expulsés pour cause de rénovation, que cet immeuble a été construit.

Bref, pour être sûr que ces logements servent aux mal-logés en attente depuis des années, nous l'avons réquisitionné. Alors qu'en période de chômage, de régression des salaires et de montée en flèche des loyers un effort particulier devrait être fait en matière de logement social, c'est l'inverse qui se produit :

• A Paris, le nombre moyen annuel de constructions de HLM est de

200 logements contre 3 000 dans les années 70.

• Pour leur part, les commissions d'attribution privilégient les cadres, si bien que seuls les travailleurs à revenus élevés et garantis peuvent encore prétendre avoir une chance. Les milliers de « prioritaires » en attente servent ainsi de moyens de chantage contre les locataires de l'Office pour faire passer les hausses de loyer, alors que le rôle des HLM est surtout de fournir des logements abordables et décents aux plus démunis, aux bas salaires.

• L'Office HLM de la Ville de Paris exige un salaire d'environ 4 fois le montant du loyer. Les nouveaux HLM seront loués 1 000 francs la pièce : 3 000 F pour un simple F 3 ! Quel smicard pourra s'y loger ?

• Dans les constructions anciennes, les « réhabilitations » sont prétextes à des augmentations parfois massives des loyers et des charges.

• Les travailleurs immigrés, en plus de la sélection par l'argent, sont victimes des quotas racistes qui réglementent certaines attributions. N'ayant pu nous faire expulser par la police, la direction de l'Office et la Mairie de Paris ont fait couper l'eau pour se venger et nous décourager, montrant ainsi une fois de plus que c'est intentionnellement qu'ils mettent en danger la santé des familles et qu'ils ont déclaré la guerre aux populations ouvrières pour les exclure du droit au logement.

Nous sommes décidés à rester, certains n'ont de toutes façons pas d'endroit où aller, et nous nous arrangeons pour l'instant avec les habitants du quartier pour l'eau. Ces derniers ne cessent d'ailleurs pas de passer au 92 pour voir s'il y a de la place, discuter, débattre des problèmes de logement, etc. Nous devons ouvrir une permanence sur le XI<sup>e</sup> pour continuer à organiser les mal-logés. La lutte sera longue et difficile pour être régularisés. Mais cela nous le savions déjà depuis les premières réquisitions d'avril 1987 au 140 de la rue de Ménilmontant.

Et depuis, le Comité des mal-logés n'a de cesse de poursuivre

Principes de fonctionnement

Les membres du comité tiennent à être unis, solidaires et autonomes. Depuis le début de son existence ce sont ces trois principes qui ont donné de la force à notre organisation et du courage aux mal-logés pour lutter.

**Unis** autour du mot d'ordre « attribution des HLM à ceux qui en ont besoin ». Unis par un moyen de lutte : la réquisition des HLM vacants. Unis car seuls, dispersés chacun dans son coin, on n'arrive jamais à se faire entendre.

**Solidaires** entre membres du comité (par exemple : en réintroduisant dans leur appartement des personnes expulsées illégalement) et solidaires avec d'autres luttes pour des logements décents.

**Autonomes** : le comité est indépendant financièrement et ne laisse personne parler à sa place. Au début (février 1987) le comité était isolé et faible. C'est petit à petit, à travers son expérience et ses actions que nous en sommes à la situation actuelle. Maintenant, surtout depuis la réquisition de la rue du Volga et l'occupation de la direction de l'OPHLM de la Ville de Paris, les propriétaires, la police, les pouvoirs publics, la presse ne peuvent plus ignorer le Comité des mal-logés.

D'un autre côté des partis et organisations de « gauche », des responsables veulent nous rencontrer pour discuter, d'autant plus que les élections municipales approchent et que le logement est un problème très important dans la région parisienne. C'est pourquoi nous nous méfions en général des promesses (quand il y en a) et des possibles intentions de récupération.

Nous luttons pour que les logements HLM soient attribués en priorité à ceux qui en ont besoin. Nous résistons aux expulsions sans logement. Nous voulons des logements décents pour tous à des prix abordables. Nous continuerons, tant que ces revendications ne seront pas satisfaites, quel que soit le nom du maire ou du ministre du Logement.

Fonctionnement pratique

Les accords essentiels entre les membres du comités sont écrits dans la Charte du comité. C'est autour de ces accords que s'unissent les mal-logés.

Les membres du comité cotisent 20 F par mois pour financer la lutte : tracts, matériels divers, frais d'avocat, paiement des amendes, etc. Des assemblées générales établissent les grandes orientations selon l'évolution de la situation (la dernière a eu lieu en juillet 1988).

Entre les assemblées générales une réunion ouverte à tous les membres du comité se tient chaque dimanche de 10 h à 14 h pour expliquer aux nouveaux ce qu'est le Comité des mal-logés, traiter quand c'est possible les cas au niveau juridique, délivrer les cartes d'adhésion, etc.

Charte du Comité des mal-logés

Le comité lutte sur la question du logement, compte tenu de tous les problèmes qui se posent :

1. Dénoncer les conditions de misère et de précarité des logements actuels :

- Faire reloger les habitants des immeubles-taudis dans des logements sociaux (HLM...).
- Faire modifier les statuts qui régissent les hôtels-meublés en y incluant l'obligation pour le propriétaire de reloger les habitants expulsés, et en donnant à tous les habitants le statut de locataire.

2. Empêcher toute aggravation des conditions de logement actuelles :

- Empêcher les expulsions légales ou illégales ou totalement à l'abandon.
- Lutter contre les hausses arbitraires de loyer.
- Empêcher les coupures d'eau, d'électricité... et toute dégradation des immeubles.

3. Mettre les responsables de la situation catastrophique du logement des travailleurs, chômeurs et de leur famille, devant leurs responsabilités :

- Obliger les propriétaires privés ou publics à entreprendre des travaux dans leurs immeubles laissés partiellement ou totalement à l'abandon.
- Obliger les pouvoirs publics à entreprendre la construction et l'attribution de logements sociaux HLM, pour y loger les familles de travailleurs et chômeurs qui le désirent, là où elles le désirent.

Les buts du Comité des mal-logés sont clairs

- Créer l'unité des gens qui souffrent des problèmes de logement.
- Faire valoir les droits légitimes des travailleurs, des chômeurs et de leur famille, à habiter dans un logement décent, c'est-à-dire : spacieux, proche du travail, dont le loyer n'excède pas 20% du salaire.

Ses moyens sont :

- La réquisition des HLM vacants, pour lutter concrètement contre le fait que des gens sont à la rue, et pour le droit au logement pour tous.
- La mobilisation pratique contre les expulsions en coordonnant les immeubles ou les individus touchés, et en faisant front ensemble contre les expulsions.
- Le soutien réel-aide à la surveillance et participation aux initiatives collectives (exemple : la coordination des hôtels-meublés), et individuelles de tous les gens qui luttent.
- La propagande : expliquer comment et pourquoi les propriétaires et les offices HLM organisent et gèrent la politique actuelle du logement, qui est si catastrophique.

Chaque individu touché par des problèmes de logement peut joindre le comité par l'intermédiaire des permanences du comité.

Chaque comité de locataires ou d'occupants se doit d'être solidaire avec les autres comités, et de déléguer une ou plusieurs personnes au « Comité des mal-logés ».

Le Comité des mal-logés se donne pour tâche de coordonner l'ensemble des comités d'immeuble et l'ensemble des individus touchés par des problèmes de logement, afin d'unifier la lutte.

Le comité propose une assemblée générale de tous les mal-logés une fois par mois, pour discuter des axes de lutte, se compter, et faire le bilan collectif des actions entreprises.

Le comité et tous ses membres se réunissent une fois par semaine pour organiser les luttes en cours.

Les propriétaires s'organisent pour exclure tous les prolétaires du droit au logement. Organisons la résistance !

l'action sous de multiples formes pour construire un rapport de forces de plus en plus efficace. Mobilisations massives aux différents procès ; réquisition en mai 1988 du HLM du 32-34 de la rue du Volga, qui était rénové et vide depuis un an ; occupation de la direction de l'Office pendant deux jours et une nuit ; réintroductions dans les lieux de plusieurs camarades du comité expulsés illégalement de leur logement ; installation d'une tente place de la Réunion pour des familles du comité expulsées légalement sans le moindre relogement, afin de l'obtenir (ce qui s'est concrétisé : la lutte paie. Et de plus la loi d'hiver a été avancée) ; manifestation à la mairie du XX<sup>e</sup> arrondissement ; manifestation en octobre jusqu'à la préfecture de Paris pour l'application de la loi de réquisition des logements vacants ; réquisition le 25 décembre 1988 de deux logements F 3 vacants dans une cité HLM du XX<sup>e</sup> qui en compte encore vingt de vides ; et



enfin réquisition du 92 de la rue de la Fontaine-au-Roi, le 15 janvier 1989.

Il faut que les HLM restent des logements sociaux. Régularisation des familles qui réquisitionnent (140, rue de Ménilmontant ; 32, rue du Volga ; Cité des hauts de Belleville ; 92, rue de la Fontaine-au-Roi). Pour un logement décent pour tous, pour des loyers abordables. Ce n'est que tous unis et organisés que nous pourrions modifier cette situation.

Comité des mal-logés

Comité des mal-logés, 67, rue des Vignoles, 75020 Paris (permanences les dimanches de 10 h à 14 h).



## RATP : ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES

## Progression des abstentions

A peine les élections du Comité d'entreprise ont-elles pris fin que les états-majors syndicaux, toujours sur la brèche, ont dû se lancer dans une nouvelle campagne de propagande pour les élections des délégués du personnel. Pour la troisième fois consécutive, tout le personnel était donc appelé à élire, le mercredi 18 janvier, ses représentants.

Intervenant quelques semaines seulement après la fin d'un conflit qui a considérablement perturbé la sérénité d'esprit de ceux qui ont repris le travail sans avoir rien obtenu, c'est avec une certaine anxiété que nos vaillantes organisations syndicales ont attendu les résultats du scrutin. Ceux-ci ont fait l'effet d'une douche froide ! Et c'est avec consternation que tous nos bureaucrates syndicaux ont constaté pour l'ensemble de la Régie une baisse de participation au vote de plus de 4%. C'est ainsi que, dès à présent, quatre sièges n'ont pas été pourvus, le quorum n'ayant pas été atteint. Un deuxième tour sera donc organisé avec, cette fois-ci, possibilité aux candidats « libres » de se présenter.

A la CGT, bien que l'on ait gagné neuf sièges de plus, l'euphorie ne régnait pas. Le « tassement » du nombre de voix recueillies inquiétait plus d'un bureaucrate syndical.

Quand à la toujours vaillante petite CFDT elle progresse, elle aussi, de quatre sièges. Avec ou sans recomposition syndicale, cette organisation syndicale s'estime, d'ores et déjà, très satisfaite d'elle-même.

Toujours parmi les gagnants, on note que la liste Autonomes-CGC engrange un bénéfice de trois sièges et les Autonomes collège exécution s'en tirent assez bien : deux représentants de plus. Pour les adeptes du syndicalisme vertical, l'ex-CFT rebaptisée « syndicat indépendant », c'est la statu-quo. Les fachos s'en tirent assez bien cette année. Viennent ceux qui, globalement, accusent un net recul.

Nos camarades de Force ouvrière dans le collège exécution perdent douze sièges et la liste commune CFTC-FO encadrement recule, quant à elle, de dix représentants ! Alors que FO se comporte assez mal dans l'ensemble de l'entreprise, curieusement son score est bien meilleur dans les ateliers du RER qui ont été, on s'en souvient, à la pointe du mouvement de grève en décembre 1988.

Dans ce secteur de l'entreprise, il faut d'abord noter une très forte progression des abstentions : + 9%. Malgré tout la CGT reste globalement majoritaire. Mais alors que dans le collège ouvrier la centrale de Krasucki recule de huit

points, FO profite de la situation pour reprendre du poil de la bête. De même, dans le collège encadrement, la CGT accuse un recul de 18% mais reste très légèrement majoritaire.

Que s'est-il donc passé dans les ateliers du RER ? Il semble bien que pour l'encadrement la grève et la revendication principale du personnel aient été désavouées par nos braves cadres et agents de maîtrise. Les « 1 000 F pour tous » passaient à leurs yeux pour quelque chose de démagogique au service d'une stratégie qui, à défaut d'être syndicale, pouvait très bien être politique.

Pour les ouvriers, la fin du conflit assez « douloureuse » a laissé d'incontestables traces. Le prosélytisme de la CGT pendant la bagarre, son sectarisme, son discours « classe contre classe » ont refroidi plus d'un travailleur.

Comme on le voit, la « grande classe ouvrière » unie derrière ses chefs n'est qu'une image d'Épinal que l'on ressort de temps en temps pour faire illusion. Le temps d'une grève par exemple. Mystifier et créer l'illusion ne sont pas toujours les bonnes méthodes pour défendre les intérêts du monde du travail et pour redonner un peu de vie au syndicalisme français.

RÉGIS

## TRAVAIL

## L'exploitation n'est-elle que clandestine ?

UN rapport pour la lutte contre les trafics de main-d'œuvre a été rendu public la semaine dernière par Jean-Pierre Soisson, ministre du Travail.

Les conclusions de cette mission interministérielle révèlent, à contrario des idées reçues, que les patrons recrutent « leurs clandestins » en Europe. Même si les Chinois restent majoritaires sur la région parisienne dans les secteurs du cuir et de la confection, le hit parade, par nationalité, des travailleurs clandestins revient, en 1987, aux Portugais plus nombreux que les Tunisiens ou Algériens.

Les employeurs du bâtiment et des travaux publics ont « fourni plus de la moitié des travailleurs étrangers trouvés en infraction », écrit Claude Valentin Marie, sociologue, responsable de ce rapport. Viennent ensuite les secteurs de l'agriculture, du textile, le commerce et les hôtels-café-restaurants. Chaque région ayant sa « spécificité » : les départements du sud-est ont ainsi la « quasi exclusivité des infractions commises dans l'agriculture. »

Pour « infractions », ils faut entendre du point de vue des responsables du ministère : emploi

d'un étranger sans titre de travail, travail clandestin, aide à l'immigration clandestine. Ce dernier aspect étant l'une des préoccupations de nos chers gouvernements, qu'ils soient de gauche ou dans le passé de droite.

Pour les patrons, rien de nouveau là aussi, c'est pour eux s'assurer des profits juteux en utilisant des clandestins taillables et corvéables à merci, même s'il sont parfois payés en conséquence (ce qui n'est pas la majorité des cas !). Ces clandestins sont pour les patrons une source d'économies quant aux frais de main-d'œuvre, mais surtout quant à l'impossibilité qu'ils ont de s'organiser puisque en situation illégale et précaire ! Même si ce rapport ne porte que sur « le travail clandestin » au niveau de la Communauté européenne, l'exclusivité du « travail au noir » est aussi une affaire française, et il faudra s'y intéresser. Comme il faudra également définir ce que l'on entend plus précisément comme « travail clandestin » quand l'on voit que l'Etat français, par exemple, permet en toute légalité ! à des jeunes de travailler pour à peine la moitié du SMIC. Que d'autres salariés, pas clandestins du tout, se font renvoyer pour « vol » d'une orange, d'une banane ou d'une fève (et notamment dans le secteur du commerce) ! Que d'autres encore sont initiés aux joies de la mobilité et de la flexibilité, formules légales et à la mode... La notion de travail clandestin/travail au noir égal trafic de main-d'œuvre est alors à élargir, au-delà du débat sur l'immigration, à la réalité du travail dans une société d'injustices et de profits, que l'on soit Français ou immigrés !

Alain TERNATIONAL

## LIVRE

## Maxwell en retard

Il semble bien loin le temps où sous le règne de Valéry Giscard d'Estaing, un nommé Lecat déclara par écrit que la France n'avait pas vocation graphique. Aujourd'hui, en prévision de l'Europe des profits, ceux qu'on appelle les magnats de l'imprimerie se pressent dans l'hexagone, parce que question position géographique, on est bien placé...

La mode politico-branchée semble venir en ce moment de la Grande-Bretagne : Margaret Thatcher se voit décerner des brevets de syndicalisme par Lech Walesa, le prince Charles est un champion de l'écologie et le capitaine Maxwell, l'ami de Tonton, s'implante en France dans l'imprimerie lourde.

Tout a déjà été démenti (y compris le rachat du Figaro !), mais les faits sont là : « Captain Bob » a un beau terrain à Tremblay-lès-Gonesse près de Roissy, en banlieue nord de Paris. Autour de ce projet, qui surpasserait en superficie celui d'Hersant, s'ennêment habilement deux projets : d'une part un quotidien européen, et de l'autre un quotidien populaire français. Habilement, car si au niveau de l'impression, des négociations s'ébauchent avec les syndicats du Livre, au niveau de la composition et des journalistes, le flou est persistant. Le projet d'un quotidien « populaire en couleurs » concurrentiel avec celui d'Hersant, Paris Star, est-il abandonné ? Où seront la rédaction et la publicité de The European : à Paris, Londres ou Francfort ? Autant de questions dont les réponses restent encore inconnues...

Une seule chose semble sûre : The European aura du retard sur le calendrier prévu. En novembre dernier, Robert Maxwell annonçait la diffusion de ce quotidien pour mars

1989, maintenant on parle plutôt de mai, et la presse britannique « s'émeut » du démantèlement d'une vingtaine de personnes du projet rédactionnel de Londres à Paris. Entre un quotidien populaire quadrichrome et un produit destiné à un aéropage de dirigeants et d'hommes d'affaires causant anglais et se promenant allègrement et incessamment à travers l'Europe, Maxwell a-t-il fait son choix ?

Tout ceci pourrait simplement relever du jeu de la concurrence capitaliste et de l'avenir de la presse en Europe. Mais le fait que Maxwell ait acheté dernièrement 27% du capital de la société israélienne Scitec (spécialiste dans la PAO et la couleur) pose le problème suivant : « Captain Bob » est-il le « pourvoyeur de fonds » de l'Internationale socialiste ou son poisson pilote, sa figure de proue dans les médias ?

Une pièce maîtresse dans la bataille pour la conquête d'un espace médiatique et culturel plus qu'un concurrent d'Hachette ou d'Hersant, voilà ce qui peut-être s'approche le plus de la réalité. Ça n'arrange pas les affaires des travailleurs du Livre, ils ont déjà « donné » suffisamment avec Perdriel, Le Matin et les autres... En fait l'ancien ministre de Giscard et les princes actuels qui nous gouvernent sont d'accord sur deux points : plus d'ouvriers du Livre syndiqués, plus de conventions collectives ! Les travailleurs du Livre ont du pain sur la planche pour ne pas subir le sort des canuts et pour prouver au patronat qu'ils peuvent encore représenter, face aux techniques nouvelles, une communauté d'intérêts solidaires. En attendant mieux pour le XXI<sup>e</sup> siècle.

Sitting BULL

## BEAUX-ARTS

## Au magasin des accessoires : les modèles

Il fait bon être modèle à l'Ecole nationale des Beaux-Arts à Paris. Posant nus dans les courants d'air, quelques heures par mois à peine, salaire mensuel très inférieur au SMIC et financé sur le budget matériel (1), on est très loin de la vie d'artiste.

Sans la moindre protection sociale, sans aucune garantie de revenus réguliers pour la plupart d'entre eux, les modèles ont la vie dure. Cela ne pouvait pas continuer ainsi. La mort de Marcello, le 2 décembre dernier, c'était trop. Marcello était modèle depuis deux ans. Il avait 27 ans. Il est mort du SIDA. Son travail de modèle était sa seule source de revenus, il n'avait pas le choix. La direction des Beaux-Arts n'avait pas accepté d'aménager son emploi du temps quand elle avait appris la gravité de sa maladie. « Mais c'est du Zola ce que vous me racontez là » avait-elle répondu alors à un de ses collègues, Gérard, modèle également, qui était intervenu en sa faveur auprès de François Wherlin, le directeur.

« Un modèle ça n'est pas un fonctionnaire » affirme aujourd'hui François Wherlin, même s'il avoue reconnaître que la mort de Marcello est une « triste histoire ».

Cette mort tragique a pourtant révélé les conditions de travail faites aux modèles. Et depuis ils s'organisent : assemblées générales, conférences de presse, courrier à Jack Lang (ministre de la Culture). Lundi, ils appelaient à la grève, un modèle dans le genre ! Ils poseraient habillés.

A. D.

OUVRIER IMPRIMEUR  
AU CHÔMAGE LISANT  
LES OFFRES D'EMPLOI



CHARB.

HUMEUR

Pour un cosmopolitisme

Le patriotisme disait Georges Darien, l'auteur du *Voléur*, n'est pas seulement le refuge des coquins, c'est aussi le premier piédestal des naïfs et le reposoir favori des imbéciles. Que sont-ils devenus nos patriotes de France aujourd'hui : ils préconisent et font l'union sacrée face à la crise, au grand profit de la bourgeoisie ; certains deviennent des « militants » et font dans le patriotisme européen en prévision de 1993. Cette idée qui travaille les politiques, la dernière venue sur le marché, ne vaut pas plus cher que les autres.

Voyez le spectacle ! On oppose dans la société marchande le patriotisme : patriotisme français à patriotisme européen — c'est souvent une affaire de gros sous au dernier carra — patriotisme français à patriotisme corse, alsacien, basque ou breton en écartant toute idée fédéraliste. A remarquer que derrière tous ces petits nationalismes, l'Eglise est présente. Quelle tactique a le Saint-Siège ? A n'en pas douter reprendre la direction des affaires comme sous l'Ancien Régime.

Enfin, c'est toujours l'idée d'union nationale qui surmaje ; quoi que dans les plus petits Etats les citoyens soient plus proches du pouvoir, mais toujours avec la logique étatiste pour les plus petits comme pour les plus grands pays. Le patriotisme est à la base de cette union sacrée qui s'établit partout. Elle enjoint aux prolétaires d'accepter les plus durs sacrifices. Union sacrée « doublement » aussi car le patriotisme a des relets religieux. A la « der des ders » l'Eglise bénit toujours les canons. Malheureux prolétaires aliénés à l'idée que leur patrie est la meilleure des nations. Comme disait le poète « quand on me parle de patrie je me méfais, c'est que l'on en veut à ma peau ou à mon porte-monnaie ! »

Ainsi on voit fleurir les fronts de libération nationale rassemblant tout le monde, de l'extrême gauche à l'extrême droite ; enfin tout l'aéropage et on met en avant le concept de liberté. La « liberté » dans la synthèse gauche-droite. En fait la synthèse ne se fait pas entre la liberté et l'autorité de la droite. C'est l'autorité seule qui surmaje dans cette affaire. C'est véritablement comme vous pouvez le constater une dialectique pourrie.

Après chaque révolution nationale, on inscrit sur le fronton des prisons le mot « Liberté ». Un point c'est tout ! Cela suffit-il pour les religieux du patriotisme ? Il faut le croire pour certains. D'aucuns promettent qu'après la révolution nationale chacun pourra courir son aventure. Mais comme à chaque fois apparaît un parti unique à la clé, bolchevisé, les « libéraux » se retrouvent gros jean comme devant !

en bref...en bref...

• **LA LIGUE DES DROITS DE L'HOMME.**  
La Ligue des droits de l'homme et le Cercle « Condorcet » de Paris organisent un colloque intitulé : « L'extrême droite en question » le samedi 4 février 1989, de 15 h à 18 h, à l'auditorium du centre de conférence du Panthéon (16, rue de l'Estrapade, métro Luxembourg).

• **LE COMITÉ MALVILLE.**  
Le Comité Malville de Lyon (4, rue Bodin, 69001 Lyon) organise une campagne nationale contre Super-Phénix intitulée « 100 000 cartes à l'Elysée ». Les cartes sont à commander au comité au prix de 70 F les 100 cartes.

Jean-Paul Sartre du haut de son porte-plume et de sa revue *Les Temps modernes*, confiant dans tout ce qui bougeait à l'époque, avait un lubie : « La révolution nationale ». Cela a donné, non les temps modernes, mais le Moyen Age. Et pourtant on avait eu un exemple flagrant en France au lendemain de la « Libération » d'union nationale. Le Comité nationale de la résistance, avec le calotin Georges Bidault au sommet, ies cocos, les socialistes tout le saint frusquin, a réussi à monter en flèche le MRP et à refiler le pouvoir à De Gaulle. « Nous ferons la révolution par la loi » déclarait à cette époque Georges Bidault. Et la CGT réunifiée aux bottes du PCF ordonnait aux ouvriers de retrousser les manches, distribuait des tickets de rationnement et déclarait obligatoire les douze heures de travail quotidien !

Dans les pays nouvellement « libérés » on ne voit rien d'autre. Ils s'effondrent sous le militarisme, le parti unique bolchevisé et on invite les populations à faire des enfants pour reconstruire le pays. On pousse ici la démographie galopante, ce qui n'est pas sans poser des problèmes au reste de la planète. Le temps passe, les générations se suivent mais la synthèse de la gauche avec la droite a la vie dure. De la « chambre bleu horizon » au Comité national de la résistance, de la thèse à l'antithèse en passant par la synthèse, c'est bien la même dialectique toujours aussi perverse. Comme disait Bakounine, il n'y a que l'antithèse qui compte. Il n'y a pas à sortir de là !

De ces « libérations » nationales il n'y en a jamais eu autant. Heu-



reux patriotes qui vivent dans le cadre du Fond monétaire international, dans la sacro-sainte économie de marché, à l'Est comme à l'Ouest ! A tout cela nos nationalistes, pour s'épanouir, donneront des garanties. Ils seront pieds et poings liés dans le système capitaliste. Ils ne sortiront pas du cadre, de la logique d'exploitation. La société capitaliste judéo-chrétienne est universelle sauf chez Khomeiny, et encore on lui vend bien des armes ! Ils ont fière allure nos patriotes. Leur monnaie d'échange passe par la Bourse de New-York, de Londres, et Tokyo. Ils ne sortent pas du système mis en place par l'internationale sanguinaire, l'internationale des

armements. S'ils continuent, ils vont finir par nous faire croire que le système capitaliste est éternel, et pourtant la vie en a vu bien d'autres !

Nation, patrie, Etat, ethnies incertaines, ils nous font bien rigoler. Depuis des centaines de milliers d'années que l'homme existe, il y en a eu des bouleversements climatiques. Un exemple qui est un hypothèse plausible. On a constaté que la Terre se réchauffe, pour différentes raisons : gaz d'échappement, pollution, explosions atomiques... Enfin, si on continue à faire les cons, les glaces du pôle nord risquent de fondre ; le niveau de la mer va monter et c'en est fini du

problème breton ! Il ne faut pas croire que la Terre est stable, que les climats perdurent ainsi. L'homme est vieux, « Plus vieux que le monde » chantait Charles d'Avray, et dans les changements climatiques il a parcouru le monde. Les races se sont croisées, multipliées. Quand l'Europe s'est réchauffée ceux du sud sont montés au nord. Ceux du nord sont redescendus dans le sud. Grâce à la navigation maritime, qui date de la plus haute antiquité, la plus petite île possède une population extrêmement mélangée. Les nations ont été formées par les chefs de guerre et les religieux. Le mélange des populations a atteint le plus haut degré dans l'Europe, qui n'est après tout que l'excroissance de l'Asie. Des langues ont disparu, d'autres apparaissent. Cela vit, se croise, se mélange. Tout porte à croire que l'homme est universel.

Nous allons, enfin ils vont sur la Lune. L'homme sort de sa planète. Les problèmes sociaux, scientifiques, démographiques sont mondiaux de toute évidence.

Le nationalisme, en France, a été de gauche est passé à droite, est revenu à gauche. Qui sait où nous mènera le mariage de la gauche et de la droite, vers le national-socialisme ? Le nationalisme est à base sociale. Qu'est-ce que la gauche ? Qu'est-ce que la droite ? Maintenant les cartes sont brouillées ; il n'y a que dans l'anarchie où on pourra retrouver ses petits. Le cosmopolitisme et l'universalisme sont à l'ordre du jour. Je connais un indépendantiste virulent, c'est notre bon camarade Maurice Joyeux. Il est résolu pour l'indépendance de la Butte-Montmartre. Il prétend qu'il ne paierait plus d'impôts grâce aux quêtes du Sacré-Cœur !

L'aventure humaine dépasse bien toutes ces contingences. Que la Corse, fleuron de la Méditerranée, dont le drapeau est agrémenté d'un Maure, ce qui dénote le croisement de la population, et dont la langue est une synthèse et tout ce qui se parle dans l'entourage devienne, un jour par hasard, une république, cela ne me gêne pas pourvu que ces citoyens lisent et étudient Kropotkine, Proudhon et Bakounine. Le monde va vers son unité et ça c'est sa survie.

Les nationalistes, par leur attitude et les conséquences de leurs idéologies, font perdurer l'exploitation de l'homme par l'homme, et nous feraient presque croire que tout cela est inévitable. Le nationalisme à tout prendre n'est rien d'autre que de la diversion dans le problème social.

Paulo CHENARD



## ÉLECTIONS AUX CHAMBRES D'AGRICULTURE L'enjeu du 31 janvier 1989

En 1983, les élections aux Chambres d'agriculture, à la fois professionnelles et syndicales, avaient vu l'hégémonie des notables-patrons de la FNSEA-CNJA bousculée par un petit tiers des paysans qui n'avaient pas voté pour la branche agricole du CNPF, mais pour le MODEF, la FFA, la CNSTP et la FNSP.

Présence des minoritaires que Rocard, alors ministre de l'Agriculture, avait baillonnée, selon les désirs de F. Guillaume, président de la FNSEA de l'époque. Il institua par décret une barre de 15% des voix pour l'obtention de la représentativité syndicale (contre toute législation nationale ou européenne).

Depuis, malgré des flots de résistance ou d'alternative, la concentration capitaliste se poursuit (voir les articles parus dans le *Monde libertaire* n° 734 du 12 janvier 1989).

La CNSTP et la FNSP ont fusionné dans la Confédération paysanne en 1987 et 1988 avec des réalités différentes dans les départements. Ces élections du 31 janvier vont servir de test à cette nouvelle CP, et elles vont montrer si ce regroupement aura un effet d'entraînement ou non. Près d'ici, nous sommes allés interviewer Francis Thomas, producteur de lait et de poulets, un des secrétaires nationaux de la CP.

Nous reviendrons en détail pour tirer les bilans de ce scrutin, en analysant les résultats des collègues exploitants et salariés.

Alain CRAPAUD (Montargis)

— Alain Crapaud : A la veille des élections aux Chambres d'agriculture, expliquez-nous la présence et les objectifs de la Confédération paysanne.

— Francis Thomas : D'abord, négocier notre représentativité vis-à-vis des pouvoirs publics, en fonction du rapport de forces syndical sur le terrain, et deuxièmement gérer la Chambre de façon différente là où nous serons majoritaires, et agir en tant que minorité active dans les Chambres qui seront gérées par d'autres, pour avancer nos propositions, nos revendications et dénoncer la pratique majoritaire de la FNSEA.

— A. C. : Le débat électoral sera entre la FNSEA, l'extrême droite de la FFA, les stalinistes du MODEF et la CP qui regroupe le reste de la gauche paysanne ?

— F. T. : On ne peut pas assimiler la FNSEA à la droite et la CP à un Parti socialiste élargi. Les enjeux politiques et syndicaux ne sont pas sur le même terrain. H. Nallet fait la politique qu'aurait faite F. Guillaume à sa place. C'est un ancien salarié FNSEA et secrétaire particulier de Debattise (1). Il n'a pas changé.

Toutes tendances confondues (si tendances il y a à la CP), nous reconnaissons que la politique agricole du Parti socialiste est la même que celle de la droite : c'est l'élimination des paysans en améliorant l'agriculture en fonction des besoins de l'agro-alimentaire.

Nous sommes une opposition syndicale constructive, de proposition de répartition différente des financements publics et du maintien du maximum de paysans.

A la FNSEA, on retrouve aussi bien des gens de droite que de gauche. Que le MODEF soit proche du PCF et la FFA du FN c'est bien possible, et c'est peut-être pour cela qu'ils n'ont aucune proposition à faire. Dans des analyses très simplistes, MODEF et FFA disent à peu près la même chose : liberté de produire ce qu'on veut, pas d'impôt, pas de cotisation, pas de quota.

Par exemple, dans le Loiret, des gens qui nous ont rejoint sur nos pratiques syndicales sont très clairement « de droite » mais participent maintenant à d'autres actions que celles qui les concernent. Ils ont

progressé dans leur analyse et leur comportement.

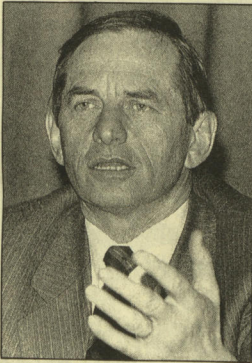
— A. C. : Comment la politique d'agriculture « paysanne » différencie la CP des autres syndicats ?

— F. T. : C'est le contraire de l'agriculture industrielle : au lieu de grosses structures, c'est avoir des structures à taille humaine et des productions réparties sur le territoire, et refuser leurs concentrations. Les pollutions sont mieux contrôlées en l'absence de concentration.

Le deuxième débat tourne autour de la qualité des produits et par là de notre santé, en limitant les intrants (2) dangereux types nitrates ou pesticides.

Le troisième enjeu, c'est l'emploi : dix paysans en moins égale dix chômeurs de plus, même s'ils n'étaient pas salariés.

— A. C. : La politique agricole va vers une agriculture moins nombreuse, moins familiale et plus d'entreprise ?



M. François Guillaume.

— F. T. : Nous défendons une agriculture nombreuse, mais aussi avec un revenu. Il ne suffit pas de maintenir les gens dans un état de pauvreté avancée comme beaucoup aujourd'hui ; il faut répartir et le travail et les revenus. En agriculture, l'écart en revenu est environ d'un à vingt entre les 10% qui gagnent le plus et les 10% qui gagnent le moins.

La CP a pu prouver qu'elle a gagné des bagarres ponctuelles ; sans changer la politique agricole,



Raymond Lacombe, président de la FNSEA.

Il y a des paysans qui sont des exploités objectifs, mais en terme d'analyse sociale globale, la majorité des paysans sont des exploités et ont un revenu tout à fait anormal par rapport au travail fourni.

— A. C. : Ce blocage me paraît plus politique que relevant d'une analyse sociale au quotidien... Avez-vous des confrontations avec les associations de gestion de l'espace rural et des loisirs ?

— F. T. : Dans la Nièvre, par exemple, l'équipe s'occupe de trouver des interlocuteurs pour la gestion de l'espace rural et pour quel type de tourisme. Au niveau national, il y a eu surtout un débat sur le fond, mais le type de campagne a été laissé au soin des départements.

On va aller dans certains cas vers une campagne électorale style « radical-cassoulet » (4), et dans d'autres cas vers des campagnes en relation avec d'autres groupes militants ailleurs.

Ce qui m'intéresse, c'est d'analyser si tel type de campagne va déboucher sur tel résultat syndical électoral ou pas.

— A. C. : Dans certains départements, on voit des candidats « inconnus » ; est-ce par carence de candidats, ou pour donner la parole à un maximum de gens ?

— F. T. : Dans mon département, on a eu ce type de démarche, mais il fallait aussi tenir compte des critères de types de production et de répartition cantonale. C'est pas facile de représenter les différents types d'agriculture et les différents niveaux d'investissement des gens. Il faut tenir compte aussi du vote de proximité, de connaissance, de confiance.

— A. C. : Dans une Chambre où la CP devient majoritaire, elle sera en conflit avec les cadres salariés qui ont été embauchés « politiquement » par la FNSEA, et qui ne sont pas à même de gérer les objectifs de la CP. Y aura-t-il un ménage de fait ?

— F. T. : Sur ce plan précis, on n'en a pas discuté à la CP aujourd'hui, mais notre pratique au sein de la Chambre sera forcément en partie conflictuelle avec l'environnement économique, la banque, les industries agro-alimentaires. Il faudra assumer.

En 1983, on a fait élire des gens qu'on a laissé se débrouiller après. Il faut des liens très forts entre les élus et le syndicat. En 1983, on allait aux élections pour témoigner, pour se compter ; en 1989 on y va pour gagner et essayer de modifier la politique agricole. Mais toutes les dérives sont possibles et il n'est pas certain qu'on va bien faire ce qu'on est en train de dire. On va mettre en place un outil national, de forma-

tion, de réflexion des élus aux Chambres d'agriculture, pour mettre en place notre politique syndicale.

— A. C. : Sais-tu si le ministère a pris des mesures, de façon ouverte ou occulte, pour favoriser telle ou telle liste ?

— F. T. : Tout en disant qu'on aimerait bien que la CP fasse un bon score, des moyens seront pris pour aider la FNSEA. H. Nallet, parti en Nouvelle-Calédonie, avait emmené un représentant de la FNSEA et un du CDJA, et non pas des fonctionnaires du ministère. C'est un détail qui montre que le ministre préfère les majoritaires de cogestion plutôt que nous, les minoritaires.

H. Nallet nous a souvent dit que la CP était un accident historique ; ce qui ne colle pas avec une analyse de fond, mais ennue sa politique. On est resté en pleine cogestion. On est reçu au ministère presque en fraude, mais jamais avec la FNSEA, et pas aux mêmes niveaux ni degrés d'information et de consultation. La commission « porc » du ministère a été annulée, parce que la FNSEA ne voulait pas siéger avec nous. Il y a une stratégie de non-affrontement vis-à-vis de la FNSEA ; à son époque, en 1982, Edith Cresson y avait laissé sa place.

— A. C. : Comment se situe la CP face à la CEE et l'échéance de 1993 ?

— F. T. : En France, un syndicat d'opposition à la FNSEA, qui — sur une ligne claire — ferait 20 ou 30% des voix, représenterait une masse agricole plus importante que celle d'autres pays européens, et on serait obligé de compter avec nous.

A la Commission européenne, il y a une ouverture et on consulte aussi bien la COPA (conglomérat type FNSEA) que la CPE dont nous faisons partie. Mais les fonctionnaires de Bruxelles sont très loin des implications sur le terrain, dans les décisions qu'ils prennent.

J'ai discuté avec Cabalier (5), commissaire en agriculture, qui nous disait que le soutien des prix des produits favorise surtout les gros agriculteurs. La conclusion de ce socialiste était que dans ce cas-là, on n'aide plus personne pour ne pas favoriser les « gros ». C'est le libéralisme intégral, et les « petits » seront encore plus défavorisés. Tout en étant socialiste, ce brave homme ne voulait pas comprendre qu'avec un type de répartition différent on pourrait régler le problème.

— A. C. : Penses-tu que cette répartition de la production et du revenu soit possible sans cassure sociétale ?

(Lire la suite page 7)

(Suite de la

— F. T. politique a bien au-d- exemple, des quant l'ensemble peut pas in cole cont population c'est son i

— A. C. décideurs

— F. T. au monde analyses e ver des all les décideu és. Cela que qui ne l'économi aujourd'h quelle que au pouvoi

— A. C. culture ser analyses p au-delà a nourritu

— F. T. qu'on arriv réclame. M face à l'in en ayant pr les comba ces, on au logique. O en avant, qui bloque une évolu qu'on ne p l'autre.

— A. C. CP compte des sa

— F. T. ment notr négocier a sais pas s cause des b exemple, e

li

Incarc de fausse 1987. Ce et qu'au deux au affaire ? Mais la de réinc tant le 2 justifiac Livrozet Ciron, le n'a pas p projet.

Pourta tion de... passer le faire pay comité d « Rapp entrepris trôles fis affirme-t tiques, p les minu Serge I suivre. U qu'un id ne peut t auteurs d les tribu vait reprê cles plus Bicenent ment, ne

Comité

## ÉLECTIONS AUX CHAMBRES D'AGRICULTURE L'enjeu du 31 janvier 1989

(Suite de la page 6)

— F. T. : Il faut une volonté politique appuyée sur le corps social bien au-delà de la paysannerie. Par exemple, en Norvège, à la création des quantums (6), on avait consulté l'ensemble de la population. On ne peut pas imposer une politique agricole contre l'avis du reste de la population et sans lui prouver que c'est son intérêt.

— A. C. : *Donc, il faut isoler les décideurs ?*

— F. T. : Il faut à la fois prouver au monde agricole la justesse de nos analyses et, hors agriculture, trouver des alliances de façon à ce que les décideurs politiques soient coincés. Cela suppose une autre politique qui ne soit pas à la remorque de l'économie capitaliste. On va aujourd'hui dans l'autre sens, quelle que soit la tendance politique au pouvoir.

— A. C. : *Les Chambres d'agriculture seraient donc un lieu où vos analyses pourraient être présentées et au-delà aux consommateurs de nourriture et d'espace rural ?*

— F. T. : On ne peut pas dire qu'on arrivera à appliquer ce qu'on réclame. Mais, même si on perd face à l'industrie agro-alimentaire, en ayant posé clairement les enjeux, les combats et les rapports de forces, on aura gagné sur le plan idéologique. On aura fait un grand pas en avant, en montrant à la masse qui bloque nos propositions. Il y a une évolution naturelle qui fait qu'on ne peut pas faire un pas avant l'autre.

— A. C. : *Quelle place une liste CP compte-t-elle donner à l'expression des salariés de l'agriculture ?*

— F. T. : Nous affirmons clairement notre volonté prioritaire de négocier avec les salariés, mais je ne sais pas si on peut aller plus loin, à cause des blocages des salariés. Par exemple, en 1983, dans le Puy-de-



Dôme, on a vu les salariés faire élire Debatisse à la place du président FNSEA, qui était sur nos analyses à l'époque. Espérons que ça marchera dans l'autre sens aussi. Un objectif, il faut être deux à le partager.

— A. C. : *D'autant plus que les délégués des salariés agricoles aux Chambres ne sont pas forcément représentatifs aujourd'hui...*

— F. T. : Dans certains cas, les intérêts des salariés agricoles peuvent être opposés à ceux de la majorité des paysans. Peut-être des conflits en perspective... Le panorama est complet, dans tous les syndicats ouvriers on peut trouver des sec-

tions avec qui on peut travailler, et d'autres avec qui c'est le conflit.

Par exemple, sur les quotas laitiers, il y a eu des régions où on faisait disparaître à la fois des petits paysans et des salariés. Là, on a pu avoir des objectifs clairs, mais dans d'autres endroits cela n'a pu avoir lieu.

Ces alliances relèvent plus du volontarisme que de la réalité, mais là où c'est possible, il faut le faire tout de suite.

— A. C. : *En conclusion, la CEE veut mettre des terres en friche, et la CP veut défricher les problèmes agricoles et paysans...*

— F. T. : Le problème crucial est le maintien à la fois des paysans et

de leur revenus ; et comment associer les salariés à la politique agricole. Or ceci n'est abordé nulle part par les politiques. Le discours sur l'agriculture sociale et sur le rôle social de l'agriculture est occulté, ou ce n'est plus qu'un discours économique.

Propos recueillis par  
Alain CRAPAUD (Montargis)

### NOTES

(1) Ancien président de la FNSEA et ex-secrétaire d'Etat aux industries agro-alimentaires sous Giscard.

(2) Ici les engrais et les pesticides.

(3) Le groupe effectue son propre contrôle vétérinaire, contrôle non reconnu officiellement, d'où des pénalités sur le lait produit.

(4) C'est-à-dire une campagne qui s'appuie uniquement sur des notables.

(5) Cabalierho est l'actuel commissaire de la commission agricole de la CEE. Basque espagnol, il est membre du PSOE.

(6) Le système de quantums établit des seuils en-dessous desquels les prix des produits sont garantis. Si un producteur dépasse le seuil il n'est pas pour autant pénalisé (ce qui est le cas dans le système des quotas) : les produits en surplus sont vendus au prix du marché.

### DERNIÈRE MINUTE

Les affiches de la campagne électorale proclament : « Pour défendre les agriculteurs il faut avoir les pieds sur terre », « FNSEA-CNJA : des gens comme vous et moi » ; tout un programme syndical, tout un programme agricole... Sans commentaires.

Nous venons d'apprendre que, dans l'Ouest, environ 15 000 salariés agricoles n'auraient pas été inscrits sur les listes électorales par leurs employeurs (dont beaucoup sont à la FNSEA). Aurait-il peur ?

### ÉCOLOGIE

## Vers notre propre perte

DANS les années 60, les membres du Club of Rome, effrayés par l'explosion démographique et l'exploitation des ressources naturelles, prévoyaient en de sombres visions apocalyptiques la proche échéance des « limites de la croissance ». Depuis, l'extension des connaissances des spécialistes semble sur ce plan démentir les angoisses d'antan : la longévité des richesses de la terre est effective, même en prenant comme norme notre importante consommation actuelle à l'échelle planétaire. De surcroît, certaines possibilités de régénération de ces mêmes ressources paraissent désormais envisageables, un véritable appauvrissement de notre milieu naturel n'est donc pas à craindre dans l'immédiat. Pourtant, se contenter de cette naïve consolation serait méconnaître les réalités d'aujourd'hui et les dangers que nous encourons : le fonctionnement des sociétés de consommation repose sur une utilisation éfrénée des richesses naturelles, l'abondance, le luxe et le gâchis entraînant alors inévitablement de graves atteintes portées à l'équilibre du milieu naturel. Cela va de la pollution furtive des eaux souterraines jusqu'aux tonnes de produits toxiques que les pays industriels n'osent même plus enterrer chez eux, et dont les fonds des mers ou les pays du tiers monde sont les principaux bénéficiaires. Il est indispensable, de nos jours, de réduire au moins de 50% le dégagement de dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>) dû aux combustibles fossiles ; or, ceci ne peut se faire qu'avec une restriction de tout genre de consommation d'énergie.

L'illusion fondamentale est de croire que l'on peut remédier à cet état de fait par les seuls moyens techniques, en effet, le frein essentiel à toute amélioration digne de ce nom de la situation est l'idéologie sous-jacente du capitalisme, car une véritable conservation de la nature signifierait nécessairement une certaine perte de la prétendue qualité de la vie. Un tel changement de mentalité ferait alors émerger la contradiction de plus en plus flagrante entre les ressources disponibles et leur utilisation en vue de perpétuer la servitude ; car derrière une incontestable amélioration du niveau de vie de certaines couches laborieuses que le capitalisme a réalisé (possession dans tous les foyers de téléviseurs, de fours, de réfrigérateurs...), apparaîtraient démasqués les rapports économiques profondément inégalitaires de nos sociétés. Les plus essentiels tabous du capitalisme, comme le concept de la raison technique seraient contestés, en effet la technique d'aujourd'hui est, en elle-même, moyen de domination sur la nature et sur les hommes — domination méthodique, scientifique, calculée et « calculante ». Elle incarne et légitime la domination et le pouvoir politique qui tend vers une société rationnellement totalitaire ; en cela, « cette finalité de la domination lui est consubstantielle et appartient dans cette mesure à la forme-même de la raison technique » (Marcuse *La technique et la science comme idéologie*).

Ainsi, sans une remise en cause des données fondamentales de l'économie capitaliste, on ne peut espérer qu'un aléatoire progrès dans le sens de rapports équilibrés entre l'homme et la nature. Jusqu'à cette nécessaire prise de conscience, nos formidables capacités intellectuelles se contenteront de perpétuer et de simuler, avec d'aussi formidables ordinateurs, notre propre perte.

Eric PORTRAT

## Serge Livrozet libéré sous caution

Incarcération une première fois le 27 août 1986, dans le cadre d'une affaire de fausse monnaie, Serge Livrozet avait été remis en liberté le 13 mars 1987. Cela était logique, puisqu'il n'avait cessé de clamer son innocence et qu'aucune preuve tangible n'avait pu être retenue à son encontre. Les deux autres inculpés ne le mettaient-ils pas hors de cause dans cette affaire ?

Mais la Chambre d'accusation faisait appel et décidait, le 2 avril 1987, de réincarcérer immédiatement Serge Livrozet. Celui-ci attendra pourtant le 23 août 1988 pour connaître cette décision. Des faits nouveaux justifiaient-ils cette mesure ? Nullement. Les déclarations de Serge Livrozet au juge d'instruction n'ont pas varié. Bernard Chatron et Pierre Ciron, les deux autres inculpés, continuent d'affirmer que Serge Livrozet n'a pas participé à l'impression de faux billets, et qu'il ignorait même ce projet.

Pourtant, l'écrivain a fini par recouvrer la liberté. Au prix d'une caution de... 60 000 F ! « (...) S'affirmer libertaire et refuser d'écrire pour passer le temps ou gagner du fric constitue un luxe que la démocratie sait faire payer très cher », constate Serge, dans une lettre adressée à son comité de soutien.

« Rappelons que ma première incarcération m'avait déjà coûté mon entreprise d'édition évaluée à cent millions de centimes et valu trois contrôles fiscaux, dont, à titre personnel, je suis sorti totalement blanchi, affirme-t-il encore. Je me demande encore combien de nos hommes politiques, passés, présents et à venir, pourraient sortir indemmes des contrôles minutieux que j'ai subis. »

Serge Livrozet est libéré, mais le feuilleton judiciaire risque de se poursuivre. Un procès devrait avoir lieu dans peu de temps. Il est inadmissible qu'un individu soit à ce point inquiété, alors qu'aucune accusation solide ne peut être portée contre lui. Dans le même temps, des politiciens, auteurs de « bavures » qui ne doivent rien au hasard, sont acquittés par les tribunaux ou condamnés à de très faibles peines. L'année 1789 pouvait représenter une certaine idée de la justice. Qu'en reste-t-il deux siècles plus tard ? La phraseologie des hommes politiques, en cette année du Bicentenaire, ne saurait faire oublier que les décisions de justice, décidément, ne sont pas les mêmes pour tous.

Thierry MARICOURT

Comité de soutien à Serge Livrozet, BP 519, 75067 Paris cedex 02.

### HUMEUR

## Des malades sociaux

LES gens d'ici étaient encore à se souhaiter une bonne année, que les médias répandaient un bien mauvaise nouvelle : un homme avait violé une gamine de six ans dans la cave d'un immeuble où il voulait lui « montrer son vélomoteur ». La naïveté de cette enfant lui aura valu une « expérience » malheureuse, parce qu'un adulte déséquilibré s'est « vengé » sur elle. Les salauds qui nous gouvernent, et qui décrètent l'exclusion des uns et le mal de vivre de certains autres, continueront d'ignorer les « bavures » commises par quelques malades sociaux. Les bonnes volontés qui « donnent dans le social » auront beau s'acharner, il y aura toujours à la source du mal sociétaire l'action de quelques parasites (politiciens, clergé, capitalistes...) dont il faudrait plutôt se débarrasser.

### Quelle éducation ?

A la mi-janvier, c'est une fillette qui faisait les frais de l'assouvissement de pulsions répréhensibles ; mais il y a quelques mois, une autre affaire de viol avait déjà défrayé la chronique : cette fois-ci, il s'agissait d'une adolescente, embarquée comme auto-stoppeuse par deux hommes qui l'ont traînée de café en café, avant d'aller la violenter puis la laisser repartir, hébétée. On imagine mal que lors de la tournée des cafés, l'adolescente n'ait pas cherché à se séparer de ceux qui la

menaient en bateau et qui, à l'évidence, en se saoulant, se préparaient à faire quelque chose d'invouable.

Mais il suffit de faire le tour des écoles pour se rendre compte que l'éducation n'y est pas intégrale (rarement tout au moins). Les « élèves » ne sont pas amenés à s'assumer en tant qu'individus d'une part, et en tant que groupe d'individus d'autre part ; mais ils sont généralement habitués par contre à « se taire » et à obéir à l'autorité. Il suffit qu'alors des salauds ou des malades prennent le visage de l'autorité, pour que les mineurs (maintenus comme tels) n'osent pas leur rentrer dans le lard.

A l'heure où un bon nombre d'hypocrites s'amusent à célébrer et à commémorer la Déclaration des droits de l'homme, les masques doivent tomber et ne plus cacher les carences de l'éducation et de la vie en général : d'un côté des âmes soumises, de l'autre des hommes et des femmes abusifs qui se déchargent comme ils peuvent de leurs frustrations. La société est malade ; débarrassons-nous donc des ténias qui ont hérité de l'arrogance de leurs prédécesseurs (ceux qui prélevaient les impôts seigneuriaux ou la dîme, ou qui faisaient un commerce juteux en se préparant à remplacer nobles et curés).

J. C.

## POLOGNE

## Le renouveau syndical

Les anciens animateurs des syndicats libres WZZ (Wolne Związki Zawodowe) de 1978-1980, dont Andrzej Gwiżdża et Anna Walentynowicz, ont réorganisé un groupe radical d'opposition syndicaliste. Ils se réclament de Solidarité et refusent la dérive politicienne de l'équipe Walesa. Le groupe appelle à un renouveau de la lutte tant dans le privé que dans les entreprises d'Etat. Pendant qu'autour de Jaruzelski et de Walesa, les élites rivales se rapprochent pour se partager la gâteau du pouvoir, l'agitation violente se poursuit dans les rues de Gdansk et des grandes villes.

PATRICK

L'AUTOMNE a été chaud pour les défenseurs casqués et armés de l'ordre communiste en Pologne. Les derniers combats de rue auront sans doute été les plus violents depuis le 1<sup>er</sup> mai 1985. A l'agressivité de la milice, qui matraque même les happenings des étudiants, répond la détermination des manifestants qui viennent pour se battre. Ils sont finis, les rassemblements à la sortie des messes, avec « V » de la victoire, chants patriotiques, parfois allocution, puis dispersion. Aujourd'hui, les pavés, les cocktails molotov et même les grenades artisanales volent, et l'on a vu des mèmes de dix ans tenir des barricades à Gdansk.

En octobre, novembre et décembre, les affrontements se sont succédé à quelques jours d'intervalle. La liste est déjà longue. Pourquoi tant de haine ? Ce regain de violence traduit, à n'en pas douter, le sentiment d'injustice et la colère des jeunes et des ouvriers. Sentiment d'injustice face à une réforme qui, une fois de plus, ne profite qu'aux riches, colère face aux compromis et compromissions d'un Walesa qui prétend le représenter mais qui flirte avec la nomenklatura.

Comme l'écrit le journal anarchiste *Spartakus*, édité par des ouvriers des chantiers navals de Gdansk, les régimes qui se disent socialistes n'ont que réformes, bonnes résolutions et autres promesses jamais tenues pour appuyer leur chancelante légitimité ; à commencer par la promesse d'une société idéale, sans classes ni Etat, sur

de démocratisation, cette réforme est à la fois trompeuse et injuste.

D'une part, l'Etat ne perd guère de son pouvoir économique. S'il consent à céder les petites et moyennes entreprises, il conserve l'administration directe des grandes unités de la production et de la distribution (mines, métallurgie, construction mécanique, chantiers navals, textile). Issus des politiques stalinienne d'industrialisation volontariste, les grands complexes industriels centralisés maintiennent sous dépendance le reste du tissu industriel, plus ancien. Cette structure profondément duale de l'industrie polonaise fait que qui tient Nowa Huta, les mines de Silésie ou les ports de la Baltique tient toute l'économie du pays.

D'autre part, il est évident que ce ne sont pas les ouvriers qui trouveront les moyens de racheter leurs usines, alors qu'ils ont déjà toutes les peines à nourrir leurs familles. Le bénéfice de ces réformes sera exclusivement réservé aux privilégiés : nomenklatura communiste ou nouveaux riches de l'initiative privée. Les bureaucrates, qui depuis belle lurette ont pris l'habitude de mélanger allègrement caisse publique et caisse personnelle, reprennent à leur propre compte les propriétés du capitalisme d'Etat. Le cas de Wilczek en est l'illustration la plus frappante : nouveau ministre de l'Economie du gouvernement Rakowski, promoteur de la réforme, membre zélé du parti communiste, Wilczek n'en est pas moins personnellement propriétaire d'une importante usine. Dans ce



l'Eglise et l'intelligentsia catholique ont procédé à une véritable OPA sur Solidarité.

L'intérêt d'un contrôle sur le mouvement ouvrier est double : rendre service au régime en canalisant mieux que lui la poussée du mécontentement ouvrier ; mais aussi disposer d'un moyen de pression sur le régime en se réservant la possibilité d'attiser ce mécontentement. La classe montante n'entend pas défendre les ouvriers, mais faire de la force politique qu'ils représentent l'instrument de son ascension propre. Les ouvriers sont plus conçus comme un électorat auquel on dicte des consignes que comme une base que l'on consulte. Consolidant cette relation devenue hiérarchique, le contrôle ouvrier brisé par l'état de guerre a fait place à l'influence de l'Eglise et d'un « mythe Walesa » dont l'on use et abuse.

Pour une reconquête du pouvoir, l'appareil d'un parti politique est bien plus adapté que le syndicat. La direction de ce parti est déjà prête : Lech Walesa a formé autour de lui un « comité de citoyens » comprenant ses plus proches conseillers : Mazowiecki aux questions du pluralisme, Geremek pour les réformes, Wielowiejski pour les affaires de la jeunesse. Au lendemain de la visite en Pologne de Thatcher, la constitution de ce « cabinet bis » à la britannique consacre clairement la mutation du syndicat en parti politique démocrate-chrétien.

C'est un pas en direction du régime, qui n'attendait qu'un signe pour conclure le pacte. Le Premier ministre Rakowski sait désormais que la légalisation de Solidarité — aujourd'hui probable, sous une forme ou une autre — n'implique plus comme en août 1980 la reconnaissance d'une opposition ouvrière indépendante. Le marché est gagné pour Rakowski, qui peut faire d'une pierre deux coups. En légalisant Solidarité, le régime escompte sans doute figer son évolution dans un rôle de parti du compromis, alibi supplémentaire d'ou pluralisme de façade, mais incapable de renverser le rôle dirigeant du POUF sur l'économie et le politique ; par là même, il espère porter un coup sérieux à l'opposition ouvrière radicale en kidnappant son organisation représentative.

La paix sociale est l'indispensable monnaie d'échange de Walesa dans son marchandage avec le pouvoir. Pour le régime, le seul intérêt d'un compromis avec lui est sa capacité à contenir l'agitation ouvrière. En mai et en août passés, il a abusé de son mandat et appelé à la fin des grèves, sans aucune consultation de

la base. Les 8 et 9 octobre derniers, il sabote le début de grève aux chantiers navals GSR et Wisla de Gdansk. Le 15, il suspend jusqu'au premier avril les meetings qui se tenaient chaque mardi depuis août, de peur que comme la semaine précédente l'un d'eux n'appelle à la grève. De plus, Walesa vient d'annoncer à la Fédération de la jeunesse en lutte (FMW : Federacja Młodzieży Walczącej) qu'il ne rembourserait désormais plus les amendes infligées suite aux manifestations.

La conscience de la contradiction entre la dérive politicienne du parti Solidarité et les intérêts des ouvriers s'étend parmi ces derniers ; ce qui ne pouvait manquer de donner lieu à des tensions et à des réactions. Au-delà des combats de rue, de plus en plus fréquents et violents, cette résistance s'exprime surtout sur le terrain social et syndical : tous les mouvements de cette année 1988 ont été initiés et organisés par des groupements ouvriers indépendants.

Pour s'opposer aux compromis systématiques interprétés comme autant de trahisons, une structure concurrente au « comité de citoyens » de Walesa a été mise en place à Gdansk : il s'agit du « groupe de travail » de la KKS (Komisja Krajowa Solidarnosci : commission nationale de Solidarité). Il est composé, notamment, d'Andrzej Gwiżdża, président des syndicats libres WZZ de 1978 à 1980, et vice-président de Solidarité pendant sa période légale, d'Anna Walentynowicz, militante des WZZ et figure clé de Solidarité à Gdansk, et de nombreux autres membres des WZZ puis de la tendance radicale de Solidarité, comme Sewenyn Jaworski, Andrzej Stowik, Jerzy Kropiwnicki, Marian Jurczyk, Jan Rulewski, et d'autres. Après s'être réuni publiquement le 18 décembre, le groupe a déposé un document reprenant ses positions principales.

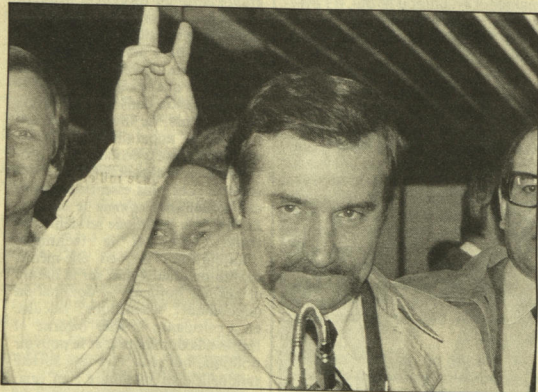
Le groupe dénonce les pressions en faveur du compromis exercées par les deux blocs, dans le cadre de la politique commune de règlement amiable des conflits régionaux (Pologne, Angola, Afghanistan). Il dénonce également l'Occident, accusé d'être non moins exploiteur que le capitalisme d'Etat soviétique. Il accuse Walesa d'avoir détourné le bénéfice du prix Nobel à son profit personnel. Il dénonce tous les hauts revenus, que ce soient les milieux de l'initiative privée ou les communistes qui se transforment en capitalistes privés. Il critique la politique de l'Eglise, l'accusant de secréter une nouvelle classe de propriétaires

dans les milieux qui lui sont proches. Selon le groupe, « une partie de l'opposition, en devenant propriétaire d'entreprises, est devenue l'ennemi résolu des syndicats ». Il affirme le clivage entre les partisans de Walesa et ceux qui sont restés fidèles aux idéaux de Solidarnosc. Il appelle à constituer des groupes syndicalistes de combat tant dans les entreprises privées que d'Etat, à lutter pour les salaires et contre le travail et les heures supplémentaires. Il appelle à refuser les exportations de matières premières, d'énergie, de produits industriels, de nourriture et surtout de main-d'œuvre. Enfin, il appelle à soutenir les manifestations de rue de la jeunesse radicale plutôt que de perdre du temps en cérémonies religieuses.

La scission dans Solidarité est quasiment inévitable, dans la mesure où les positions et les intérêts des deux tendances sont devenus définitivement inconciliables. En franchissant le Rubicon du compromis avec le pouvoir, l'équipe Walesa scelle la rupture entre le syndicat Solidarnosc et le parti Solidarnosc. Selon les informations recueillies à Gdansk par nos compagnons, le groupe d'Andrzej Gwiżdża aurait obtenu des sources de financement autonomes en Occident. Il envisage une campagne par tracts et presse pour dénoncer la collusion de la direction de Solidarnosc et du régime. D'ores et déjà, il soutient le groupe ouvrier indépendant « Solidarnosc Dym » et son journal *Trzecia Brama* et propose de payer les amendes des jeunes manifestants que Walesa abandonne. Il s'agit donc bien d'un retour en force d'un syndicalisme d'opposition radical, aux pratiques marquées par les influences anarcho-syndicalistes, porteur d'un projet autogestionnaire, et rejetant toute compromission avec le pouvoir, qu'il soit communiste ou capitaliste — ou les deux. Ce renouveau pourrait se donner une forme organisée en réactivant les fameux syndicats libres WZZ, créés en 1978, qui ont été à l'origine de Solidarnosc, qui sont devenus Solidarnosc en 1980.

Cette tentative sera-t-elle un succès ? On peut le penser, mais le rythme précipité de l'évolution politique interdit toute prophétie : à tel point qu'entre la rédaction de cet article et sa publication, la situation aura peut-être été bouleversée. Tous ces jours est-il qu'en se rapprochant, Walesa et Rakowski n'ont fait qu'attiser la contestation par la base du pouvoir qu'ils voudraient se partager.

PATRICK



laquelle paraît-il doit déboucher le système totalitaire que nous connaissons. De quoi s'agit-il cette fois ? Tout simplement, de privatiser de larges secteurs de l'économie pour les rendre plus rentables. C'est une thérapie pour le moins peu dans la ligne de l'orthodoxie marxiste que cette NEP à la polonaise, censée répondre au lancinant problème de la stimulation qui turpiline les bureaucrates. En théorie, la loi sur l'entreprise promulguée peu avant les fêtes permet à tout entrepreneur privé disposant des fonds nécessaires de reprendre une entreprise d'Etat ou d'en créer une nouvelle. Mais présentée comme une mesure

partage des dépouilles d'une économie exsangue, le parti a réservé quelques parts à son élite rivale : les milieux de l'initiative privée, soutenus par l'Eglise et l'intelligentsia catholique.

Là est sans doute l'aspect le plus lourd de conséquences de la tactique actuelle du régime. Il s'agit, ni plus ni moins, d'acheter l'opposition politique des classes montantes en partageant le pouvoir économique qu'elles avaient perdu en 1947. Ce marché est tout l'enjeu de l'éventuelle table ronde. Mais le pouvoir exige des contreparties politiques. Pour y satisfaire,



## ARGENTINE

## Droits humains et violeurs militaires

EN 1983, Raul Alfonsín gagna les élections nationales avec 52% des votes ; la débâcle militaire des Malouines avait signifié la mort des militaires qui dévastèrent le pays, laissant un solde de 30 000 disparus, des milliers d'exilés, de morts et de torturés. Le candidat du radicalisme portait dans sa plate-forme deux propositions contradictoires et inconciliables : d'une part la revendication des droits humains et de l'autre un mécanisme judiciaire par lequel les forces armées se « punissent elles-mêmes » pour la répression de la guérilla et du peuple dans son ensemble. Malgré cela, la population mit en lui ses espérances de débiter une étape de convivialité sociale basée sur le respect de la dignité humaine et la justice sociale.

Contre la volonté présidentielle, la cour de justice de Buenos Aires jugea et condamna certains des membres de la « Bande de délinquants subversifs » (BAS) nommée forces armées. Les peines prononcées furent mineures, malgré l'attente de la population, les informations données par la CONADEP (Commission nationale sur la disparition forcée des personnes) furent ignorées ; les membres de cette commission furent eux-mêmes surpris de voir que la diffusion de la liste des oppresseurs civils et en uniformes était contrôlée. A la fin de l'année 1986, le gouvernement, comptant avec le consentement de la majeure partie de la classe politique argentine, imposa la loi du « point final », qui débutait, en pratique, le blanchissement des assassins et des oppresseurs ; cepen-

dant, du côté de la bande militaire cela n'était que le début de son retour à la recomposition comme facteur de pouvoir et de domination.

Avril 1987, la « semaine non sainte » (suite à la « semaine sainte », à Pâques) met à nu la capacité du pouvoir militaire de s'imposer à la société civile ; malgré la mobilisation populaire, qui fut massive et surprit le gouvernement, les militaires obtinrent leur objectif : la « loi d'obéissance due », qui implique la légitimation du « génocide » de la décennie passée et présente. Quelques escadrons, le visage plein de bitume, persuadèrent Alfonsín de ce que l'heure du pardon, promis de façon ambiguë dans sa plate-forme électorale, était arrivée. Le peuple, quant à lui, dut supporter la répression contre sa ferme volonté de résister à un retour de Campo de Mayo (lieu où l'on parquait les révoltés). Alfonsín annonçait de « joyeuses Pâques » et, à la mode de Péron, ordonnait au peuple le « retour paisible » à la routine de la vie avec les assassins en uniforme et en soutane.

Finalement, la mobilisation des organismes de défense des droits de l'homme, avec les Mères de la Place de Mai à la tête de la lutte, n'avaient servi à rien ; le pouvoir formel et les militaires allèrent de l'avant dans la restriction des libertés. Le gouvernement, qui réprima avec la police fédérale l'occupation pacifique de l'entreprise Ford par les ouvriers, octroya sa bénédiction aux assassins de la « bande de délinquants subversifs » (armée de terre, marine et aéronautique). (...) Il fut ainsi con-

firmé, comme toujours, que la liberté est trop importante pour la déléguer à ceux qui la manipulent, c'est-à-dire aux politiciens.

A la fin de l'année 1987, le leader des « Visages bitumés » (militaires insurgés, NDLR) de la « semaine non sainte », Aldo Rico commença le carnaval guerrier qui fut mis en scène à Monte Caseros (Corrientes). Une fois de plus, un « héros des Malouines » prit en charge les réclamations de la bande militaire. Le résultat de ce jeu macabre fut la consolidation du clan militaire sur la scène politique argentine ; c'est-à-dire qu'une fois de plus les assassins sont sortis des casernes, ces hommes avec « licence pour tuer », pour « convaincre » la société civile. Et une fois de plus, la classe politique paria sur sa capacité de manœuvre face aux réclamations militaires, se méfiant et craignant même la réaction populaire.

## « Le sang des autres »

Le coup militaire commencé par les commandos Albatros fut le point de départ des journées du début décembre 1988. Les militaires ont alors parié sur le tout ou rien et sortirent triomphants, avec pour mots d'ordre : « Assez des jugements », « Amnistie et revendication du "génocide" », « Assez de résistance civile face au pouvoir légitime militaire », « Assez des Mères de la Place de Mai calomniant les citoyens de première catégorie, la race élue, du sabre et du képi ».

Au milieu d'une crise économique qui s'accroît pour l'ensemble

de la population civile, les militaires n'ont pas seulement obtenu des hausses de 25% de leurs soldes, à rajouter à l'inflation de 1989, mais aussi l'augmentation du budget militaire et la « revendication » de la violation des droits humains. Alfonsín prétend avoir sauvé les institutions démocratiques, mais il a, en réalité, ouvert la porte à une nouvelle étape de la militarisation et à la répression de ceux qui s'interrogent sur les injustices du capitalisme et à la répression de ceux qui s'interrogent sur les injustices du capitalisme américain. Le seul sang qui ait coulé à Villa Martelli fut celui des civils désarmés qui s'opposèrent à la puissance militaire. Il est vrai que nous, civils, sommes en Argentine des « citoyens de seconde catégorie », nous sommes comme des « descendants » du livre d'Orwell (1984, NDLR) ; sauf bien sûr les politiciens qui partagent les privilèges avec les militaires et profitent des bénéfices de la richesse créée par la majorité productrice de la population ; parmi les « profiteurs », il ne faut pas oublier les banquiers et les financiers, les « capitaines d'industrie » et les moines qui ont mis en cause la morale sexuelle d'une adolescente assassinée dans un collège catholique.

Seuls, en Argentine, ceux que le ministre de la Défense, Jaunarena, considère comme « mals nés », c'est-à-dire ceux qui ne désirent ni faire de concessions aux assassins

militaires ni accepter les méthodes du terrorisme d'où qu'il vienne ; seuls, nous restons fermes dans la lutte pour la liberté, la justice sociale, l'autogestion et le socialisme libertaire. Seuls ceux qui sont convaincus de la nécessité absolue de transformer cette société de misères humaines en une société digne où l'on peut vivre ; nous proclamons la nécessité impérative de respecter l'écologie et d'impulser l'auto-organisation populaire afin de défendre un futur et pas un proche holocauste, contre l'implantation à court et moyen terme d'un fascisme populiste ou d'une démocratie conservatrice avec un pantin qui mène la « modernisation de la dépendance ».

Seuls ceux qui s'opposent à la servitude volontaire et refusent d'être victimes et bourreaux, continueront la résistance civile à l'avancée militaire. Nous sommes, comme Wilhelm Reich, pour la vie et l'amour, pour l'anarchie et contre le chaos capitaliste.

Alfonsín soutient qu'il n'y a pas eu de sang versé ; il est vrai que ce sang versé par la macabre farce militaire ne fut pas celui de ces boureaux, mais celui de militants populaires, c'est-à-dire, d'après les politiciens, « le sang des autres ». Résister à l'avancée fasciste, défendre la liberté !

Groupe Impulso Libertario  
(Agencia Informativa Libertaria)

## MEXIQUE

## Le pouvoir de l'Eglise

COMME l'a dit, avant Lénine, le naturaliste Hobbs, la religion catholique, ainsi que toutes les autres religions sont l'« opium des peuples ». C'est grâce à cette drogue que les hiérarches la représentant font tout ce qui leur est possible (avec la bienveillance de l'Etat et du capitalisme) pour que les peuples persistent dans l'ignorance et le fanatisme ; ceci, de façon à mieux les avoir sous le joug de leur pouvoir.

Le Mexique ne fait, malheureusement, pas exception. Personne n'ignore plus le degré de fanatisme et d'agressivité du clergé catholique dans ce pays aztèque. La « guerre des croisades » contre les institutions de l'Etat, dont le président était le général Calles, fut suivie, pendant une période de trois ans, d'un véritable vent de sadisme, de la part de la « cléricature », qui s'exerça sur plus de 340 professeurs. Certains furent assassinés, d'autres mutilés (oreilles coupées, etc.), la « Sainte Inquisition » était de retour !

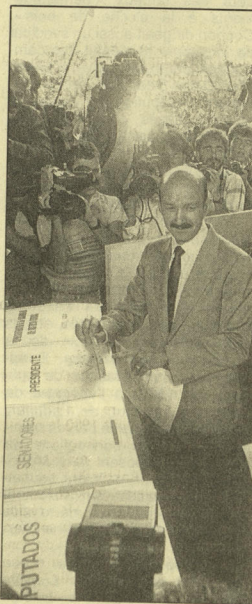
Toutes les victimes étaient des professeurs enseignant dans les campagnes et, dans leur majorité, les élèves étaient des paysans. Exception faite de Lopez Mateos, tous les présidents de la République mexicaine, depuis Lazaro Cardenas, sont allés de concessions en concessions envers les représentants de la foi catholique. Personne ne peut plus faire un seul pas sans risque de représailles ; les artistes ne peuvent rien faire ni rien dire sans risquer d'être assassinés par les bêtes fanatiques qui — en masse — sortent alors dans la rue, afin d'imposer leur arbitraire à l'ensemble de la population du pays. Les diverses participations du président de la République à ces réunions de

fous de Dieu n'ont fait qu'entériner leurs actes barbares et les rendre encore plus avides d'indémodable.

Le comble de l'histoire (de ces concessions) a fait que le parti au pouvoir, le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) (on ne rit pas...) a poussé le cynisme jusqu'à faire en sorte que, désormais, au sacrement de l'actuel président de la République, Salinas de Gortari, soit invitée la haute hiérarchie des conquistadores... pardon de l'Eglise catholique, afin de bénir l'investiture du président (un peu comme le « in dog we trust » des Etats-Unis). Ainsi, apparemment ces corbeaux de mauvaise augure, avec leurs soutanes de représentants du ministère du Vatican.

C'en fut trop, et l'opposition « sérieuse et réaliste » en colère, telle le Parti socialiste mexicain (PSM), se mit à dire qu'il « était nécessaire d'effectuer un référendum à caractère national, si le PRI désirait maintenir des relations avec le clergé ». Le PSM est constitué, essentiellement, de bolcheviques qui n'ignorent pourtant pas que d'un référendum totalement contrôlé par la caste du goupillon, cette dernière sortirait vainqueur. Il ne faut pas oublier que ceux qui nous gouvernent, et ceux qui trinquent avec eux, sont ou font semblant d'être croyants. Ceux qui ne se soumettent pas à la pression des « saints corbeaux » sont les anonymes, les inconnus qui évitent le maréage politique.

Salinas de Gortari a fait le premier pas afin que les relations avec le clergé, qui avaient lieu jusqu'alors en secret, deviennent des collaborations officielles de pouvoir à pouvoir. Il ne faut pas s'en étonner car, au Mexique, c'est le président sortant qui désigne son



M. Carlos Salinas de Gortari.

successor. Le président sortant, De la Madrid, était de la confrérie des « Marianos » et sa femme membre de l'Opus Dei.

Il ne faudra pas s'étonner si l'on voit d'ici peu Wojtyla au Mexique, comme souverain légitime d'une armée de chrétiens qui ne savent qu'obéir aux ordres donnés par les ennemis de la liberté.

De notre correspondant au Mexique

## ESPAGNE

## Mobilisations

L'UGT (1) a déclenché toute une série d'événements dont le point culminant a été la grève générale du 14 décembre 1988. Les Commissions ouvrières (CCOO), syndicat dépendant du parti communiste (ou des différents groupes communistes existant aujourd'hui) a rallié aussitôt le mouvement.

Devant ces faits, la CNT se doit d'adopter une position cohérente avec les idées qu'elle a toujours défendues. Officiellement, ces mobilisations ont pour but la lutte contre la dérive à droite de la politique économique du PSOE. C'est un fait connu que le PSOE poursuit la politique du grand capital. Cependant, on ne peut oublier que l'UGT a toujours emboîté le pas du PSOE et s'est comportée comme un syndicat vertical et non comme un syndicat ouvrier. En outre, les contacts que l'UGT a eus avec l'Alliance populaire (2) avant les faits sont difficilement exploitables devant le monde ouvrier.

La CNT s'oppose à la politique économique menée par le gouvernement socialiste car elle va à l'encontre du syndicalisme de classe. Ceci dit, rien ne nous empêchera de dénoncer le caractère purement politique de cet appel à la grève. Tout ceci n'est qu'un coup médiatique destiné à faire oublier aux travailleurs le rôle collaboracionniste de l'UGT auprès du PSOE (tant à l'extérieur qu'à l'intérieur).

Le cas des Commissions ouvrières est différent, il faut dire que toute action qui pourrait nuire aux intérêts du PSOE serait bénéfique aux différents groupuscules communistes se mouvant dans le milieu politique espagnol (du moins le croient-ils). Les Commissions ouvrières sont entrées depuis longtemps dans un cycle de grande faiblesse due aux profondes divergences entre ses groupes. Actuellement le parti communiste travaille pour un grand rassemblement de tous ses clans. Les Commissions ouvrières sont la seule référence unitaire que les communistes aient en Espagne, d'où l'intérêt de renforcer celles-ci en vue du rassemblement de toutes les minorités (communistes). Pour la CNT, il est clair que tout ceci n'est que manœuvres politiques.

La manifestation a-t-elle été décidée par des assemblées de travailleurs ? Non ! Les décisions ont été prises une fois de plus par des professionnels de la politique et du syndicalisme. Dans ces conditions, il est clair que la CNT ne peut pas soutenir ce genre de manifestations. Il serait dommage de se nourrir d'illusions à propos de ce genre de « grève générale ». Les partisans de l'anarcho-syndicalisme, du syndicalisme révolutionnaire, savent pertinemment que l'appel du 14 décembre n'est pas autre chose qu'une mascarade politique.

Pour tout cela, la CNT se doit de dénoncer devant les travailleurs cette nouvelle manipulation menée par ceux qui s'auto-proclament syndicalistes, mais qui ne sont que les sbires des partis politiques. Si nous voulons lutter contre cette politique gouvernementale nous devons renforcer le syndicalisme ouvrier et révolutionnaire. C'est à cela que la CNT-AIT s'emploie.

Extrait de « Solidaridad Obrera », mensuel de la CNT-AIT de Barcelone

(1) Union générale des travailleurs, syndicat très lié au Parti socialiste ouvrier espagnol au pouvoir.

(2) Extrême droite.

N°736 JEUDI 26 JANVIER 1989

## LE POCHOIR

## Le phénomène graphique des années 80 ?

Le pochoir est sans conteste l'un des phénomènes graphiques les plus importants des années 80. En effet, les premiers pochoirs sont apparus simultanément dans plusieurs villes du monde en 1980-1981.

Pourquoi s'intéresser au pochoir plutôt qu'aux autres graffitis ? Car, outre le fait d'écrire sur les murs, tout ce qui y est écrit est digne d'intérêt : cris de révolte, de désespoir, de haine, d'amour...



Le pochoir, toutefois, a d'autres dimensions. D'une part, il est dérisoire et, comme tout ce qui est dérisoire, plein d'humour, de clins

d'œil (summum de l'humour : de petits rats malins ou une bombe grimaçante disant : « Damned ! Je suis fait. Voilà Olga » ; OLGA étant l'Organisme de lutte contre les graffitis et l'affichage sauvage, service spécialisé de la municipalité de Paris 1).

D'autre part, si le bombing-slogan est spontané, le pochoir est pensé et travaillé. La recherche peut aller jusqu'à trouver le mur adéquat.

et puis je l'ai revu, puis recherché, puis suivi comme un jeu de piste. Car là réside l'originalité du pochoir et son essence même : la répétition. C'est là aussi son ambiguïté, car la répétition produit un effet de série qui n'apparaît pas comme une véritable série (ainsi qu'on pourrait imaginer une série de tableaux dans une exposition) : c'est-à-dire figée, juxtaposée en un seul lieu.

Mais la répétition ici donne naissance à une sorte de véritable réseau urbain. Si vous vous attachez à une image, vous la retrouverez à la fois la même tel un repère, un appel, et cependant différente selon le mur support, la rue, le cadre...

Dans notre univers hypermédiatisé, la répétition est devenue essentielle. Le matraquage des images de pub (entre autres) fait que nous ne réagissons peut-être plus à l'unique. Et le pochoir (d'ailleurs très utilisé pour la pub des groupes de musique marginaux rock, punk, etc., ou pour faire passer certains messages politiques) n'acquerra son existence que jour après jour, ou plutôt lieu après lieu, lorsqu'il aura été revu et reconnu.

« Hautement symboliques, ces images se hissent au niveau du témoignage existentiel. En cela, elles relèvent indubitablement du monde de l'art, dans sa conception moderne (...). Il va de soi qu'alors, nous ne sommes plus en présence de graffitis, mais d'un nouvel art urbain sauvage et illicite » (in *Le livre du graffiti*, éditions Alternatives).

C'est enfin l'art partout, par tous et pour tous (Miss Tic — pochiste qui zone entre autres dans le XI<sup>e</sup> et le XX<sup>e</sup> à Paris — déclare : « C'est une parole peinte, une parole poétique, une parole magique, elle est prise par qui veut. ») hors les



musées, les galeries, les expos, échappant aux critiques et aux critères. Le support comme la réalisation, bien souvent, sont voués à l'éphémère. Effet « mère » de notre mémoire puisque déjà les hommes préhistoriques (et encore aujourd'hui les aborigènes d'Australie) pochaient l'empreinte de leurs mains sur la roche. Alors, résur-

gence de l'art pariétal ou nouvel art urbain (certains pochoirs parisiens actuels sont signés : « Street Art »), la question reste posée.

Aussi peut-on penser que la photographie trahit forcément le pochoir, et à plusieurs niveaux. Elle lui refuse son aspect répétitif et en fait une pièce unique. Elle lui refuse son côté éphémère en le fixant à tout jamais. Elle le cadre précisément, éliminant le mur tout entier, la rue, tout le contexte perçu par l'œil. D'une image, elle fait un tableau. Et sachant tout cela, je ne peux m'empêcher de photographier des pochoirs ! Car « la photographie permet de retenir l'instant, de maintenir dans un éternel présent le temps révolu ». Brassai affirmait que les graffitis l'interpellaient : « Sauve-moi, emporte-moi, demain, je ne serai plus là » (cf. *Le livre du graffiti*, déjà cité).

De plus, et c'est là le plus important, je crois qu'on ne peut nier que c'est par l'intermédiaire de la photographie que l'art du pochoir commence à prendre place dans le mouvement artistique contemporain.

Le groupe Berckman de Poitiers exposera, à l'occasion du Salon de la bande dessinée, à Angoulême, les 27, 28 et 29 janvier prochains, à la maison du Temps libre, La Grand Font, une cinquantaine de photos de pochoirs prises à Poitiers, Paris et Berlin.

FRANÇOISE (Gr. Berckman)

## ROMAN NOIR

## Didier Daeninckx, le « déceleur »

Le dernier roman de Didier Daeninckx, *La mort n'oublie personne* (1), est dédié à Jean Meckert. Ce dernier, plus connu aujourd'hui sous le pseudonyme de Jean Amila, est l'un des « grands » du roman policier français, aux côtés de Simonen, de Léo Malet, ou d'André Hélène... Et comme ceux-ci (quelquefois), Jean Amila est l'auteur de romans policiers qualifiés souvent de « prolétariens ». L'œuvre de Didier Daeninckx s'inscrit dans ce même courant.

Mais convient-il encore de parler de « roman policier », pour un livre tel que *La mort n'oublie personne* ? Peu à peu, Didier Daeninckx semble se démarquer de ce genre littéraire.

Né en 1949, à Saint-Denis, Didier Daeninckx exerça divers emplois en banlieue parisienne. Il fut ainsi, tour à tour, animateur dans un centre pour enfants, imprimeur, rédacteur dans un journal d'informations municipales... Avant de mettre à profit une période de chômage pour rédiger son premier livre : *Mort au premier tour* (2). Écrit en 1977, ce roman met en scène des militants syndicaux ou antinucléaires, des notables, dans une petite ville proche de Strasbourg. Didier Daeninckx s'inspire déjà de l'actualité. Ce livre n'obtient pas un grand succès, mais sa publication, cinq années après avoir été présenté à un éditeur, encourage l'auteur à reprendre la plume.

Son second roman, *Meurtres pour mémoire* (3), est remarqué d'emblée par les critiques et les lecteurs. Une adaptation télévisée en sera tirée. Didier Daeninckx adopte une technique qu'il conservera par la suite : ses enquêtes policières prennent pour cadre des périodes troubles de l'Histoire, généralement peu connues. Il restitue ainsi la mémoire d'une

partie de la population... Dans *Meurtres pour mémoire*, il évoque la manifestation algérienne du 17 octobre 1961, à Paris, qui se termina par un bain de sang. Les Algériens, qui étaient venus manifester dans un esprit pacifique, furent victimes d'une répression féroce. Une semaine après, la Seine charriait encore des corps. La police ne fut jamais inquiétée, et les forces de gauche n'émirent que de timides protestations (4).

La guerre d'Algérie revient à plusieurs reprises dans l'œuvre de Didier Daeninckx. Dans *Le bourreau et son double* (5), elle explique un meurtre. L'auteur était un enfant durant cette guerre, mais il se souvient que sa mère faisait partie d'un réseau de soutien au FLN. Sa famille comptait de nombreux communistes, qui préoccupaient les « événements » d'Algérie.

Dans *Le géant inachevé* (6), paru en 1984, Didier Daeninckx remonte la filière d'un trafic de drogue. A Hazebrouck, une ville du Nord, des jeunes drogués sont approvisionnés par certains notables. La police se doute des dessous de l'affaire, mais préfère ne pas intervenir, craignant un scandale. Un homme, l'inspecteur Cadin, décide pourtant d'enquêter. Ce personnage apparaît dans quelques livres de Didier Daeninckx. « Flic de gauche », il assume avec difficulté sa tâche. « L'individu le plus à même de voir le décalage qui existe dans une société entre ses lois et la pratique commune est le policier, puisqu'il est chargé d'appliquer la loi, et donc de se rendre compte des incohérences », explique l'auteur.

En 1984, Didier Daeninckx publie un autre roman : *Le der des ders* (7). Cette fois-ci, il situe l'action au lendemain de la Première Guerre mondiale. La trame historique est encore très importante pour ce « polar », qui ne ressemble guère

aux polars habituels. Des partisans de Georges Cochon prennent place dans ce livre. Connus pour ses fameux « démenagements à la cloche de bois », Cochon dirigeait aussi un syndicat de locataires et menait des campagnes contre les loyers chers. Mais Didier Daeninckx relate également l'exécution sommaire de soldats russes cantonnés près d'Aubusson, par les troupes françaises. Les autorités militaires entendaient réprimer la mutinerie de ces soldats, après la victoire de la révolution soviétique.

*Métropole* (8) paraît en 1985. Dans ce livre, l'auteur s'intéresse à l'« Histoire immédiate », cette Histoire à laquelle nous sommes directement confrontés. Il mentionne la montée de l'extrême droite au sein de la police, et plus particulièrement au sein de la police du métro parisien. Il rappelle les manifestations de policiers, en 1983, à l'encontre de Deferre et, surtout, de Badinter. Le Pen était acclamé par les manifestants... Deux conceptions de l'« ordre » s'opposent dans *Métropole* : certains policiers souhaitent arrêter un assassin (un fou qui pousse les usagers du métro sous les rames), mais d'autres ne cherchent qu'à l'abattre...

Le comportement de la police est aussi abordé dans *Lumière noire* (9), un livre dédié à « Loïc de Saint-Denis, William de Montreuil, et Abdel de la Courneuve », et s'ouvrant sur une phrase de Pasqua : « La démocratie commence là où s'arrête la raison d'Etat... ». Les bavures policières sont donc au centre de ce roman. Mais l'extradition, par la France, d'une centaine de Maliens conduit l'enquêteur à passer les frontières.

Dans *Play-back* (10), Didier Daeninckx conte l'histoire d'un écrivain ne parvenant pas à être

édité, qui accepte de devenir le négre d'une vedette du show-biz. La crise de la sidérurgie, en Lorraine, sert de toile de fond. A nouveau, l'auteur relie donc une enquête (qui, ici, n'est pas policière mais journalistique) à l'actualité.

Son dernier ouvrage, *La mort n'oublie personne*, se déroule durant la Seconde Guerre mondiale, dans la région de Saint-Omer, et prend pour personnages un groupe de résistants. Comme cela est souvent le cas avec les auteurs de la « trempe » de Daeninckx, le dernier livre semble être le plus achevé, celui qu'il ne faut surtout pas négliger de lire.

Désireux d'achever la rédaction d'un ouvrage consacré à l'action des résistants dans le Nord de la France, un journaliste rencontre Lucien Ricouart. En 1944, ce dernier travaillait à la réparation des wagons de chemin de fer, avant d'être contacté par des membres de la Résistance. Il réalise quelques actions en leur compagnie, mais la milice finit par l'arrêter, et Lucien Ricouart est torturé, puis déporté. Libéré, il se marie, mène une vie heureuse, malheureusement ternie par les souvenirs des souffrances endurées durant sa détention. Un jour, les gendarmes (qui officiaient déjà sous l'Occupation, et qui sont maintenant au service du nouveau pouvoir politique) lui remettent une convocation. Lucien Ricouart passe en procès pour le meurtre d'un collaborateur. Il est condamné à sept ans de prison. De lourdes peines sont infligées aux autres membres du réseau. La Libération at-elle vraiment eu lieu... ? Après la guerre, le fait de combattre le nazisme demeure-t-il passible des tribunaux ?

C'est la mémoire des oubliés, que Didier Daeninckx retrace dans chacun de ses romans. La

mémoire de ceux qui n'ont ordinairement pas droit à la parole, réduits à subir quotidiennement l'injustice. Le roman policier (s'il convient de parler encore de roman policier ?) acquiert ses lettres de noblesse. Il serait pourtant faux de croire que la trame historique est développée au détriment de l'intrigue. Le lecteur est souvent surpris par la conclusion. Didier Daeninckx offre des romans comportant plusieurs niveaux de lecture. Outre l'enquête policière et journalistique, l'intérêt du lecteur est éveillé par des éléments historiques méconnus. Révéler certaines périodes de l'Histoire est un acte politique, que confirme l'engagement de Didier Daeninckx. Ne peut-il être qualifié de « déceleur » ? A la fois romancier et historien, il est le seul auteur contemporain issu du « polar », dont la parution d'un nouveau livre est, à chaque fois, un événement.

Thierry MARICOURT

- (1) *La mort n'oublie personne*, éditions Denoël, 1989.
  - (2) *Mort au premier tour*, éditions du Masque, 1982.
  - (3) *Meurtres pour mémoire*, éditions Gallimard, Série Noire, 1983.
  - (4) *A ce sujet*, cf. Michel Lévine, *Les ratonnades d'octobre*, éditions Ramsay, 1985, qui fait le point sur ce « meurtre collectif ».
  - (5) *Le bourreau et son double*, éditions Gallimard, Série Noire, 1986.
  - (6) *Le géant inachevé*, éditions Gallimard, Série Noire, 1984.
  - (7) *Le der des ders*, éditions Gallimard, Série Noire, 1984.
  - (8) *Métropole*, éditions Gallimard, Série Noire, 1985.
  - (9) *Lumière noire*, éditions Gallimard, Série Noire, 1987.
  - (10) *Play-back*, éditions de l'Instant, 1986.
- Ces ouvrages sont disponibles à la librairie du Monde libertaire.

## Sélection de programmes de Radio-Libertaire (89.4)

Jeu 26 janvier  
« Les courants d'art s'envolent » (20 h 30 à 22 h 30) : la revue « Plages » et des participants au numéro 43.

Vendredi 27 janvier  
« L'invité du vendredi » (19 h à 21 h) : Jeffrey Kaplow, Dominique Godineau, Jacques Sollé et R. H. Guerrand parleront du Travail pendant la Révolution française, de la famille, de la sexualité, de l'Assistance, de la propriété et de la location.  
« Micro-climat » (21 h à 22 h 30) : l'écologie au Royaume-Uni, avec comme invité Edward Goldsmith (de « The Ecologist »).

Samedi 28 janvier  
« Chronique syndicale » (11 h 30 à 14 h) : la nouvelle aliénation du capitalisme de haute technologie, suivi d'un forum à la librairie du Monde libertaire de 16 h 30 à 18 h, avec les éditions Spartacus.  
« Radio-Libertaire loisirs » (20 h 30 à 22 h 30) : « Allons au devant de la vie », naissance du temps des loisirs en 1936, avec Benigno Caceres.  
« Blues en liberté » (22 h 30 à 24 h) : « Robert Cray ».

Dimanche 29 janvier  
« La matinée anticléricale » (10 h à 12 h) : la psychanalyse.  
« Folk à lier » (12 h à 14 h 30) : avec comme invités Francine Reeves, Pierre Chartran Calieux (gigoue québécois).  
« BD DA et Cie » (20 h à 21 h 30) : avec comme invité Antonio Pararas.

Lundi 30 janvier  
« Ça urge au bout de la scène » (20 h 30 à 22 h 30) : Jean Vasca.

Mardi 31 janvier  
« Histoires courtes » (15 h à 16 h 30) : l'érotisme et Charles Bukowski.

Mercredi 1<sup>er</sup> février  
« Ouvrez la cage aux marmots » (10 h à 12 h) : avec comme invités Card Ribet et Jac Lelièvre.

La radio des anarchistes de tous pays et de toutes nationalités

**Libertaire 89.4 FM**

## NOTE DE LECTURE « Le dernier jour de la création », W. Jeschke

Depuis un bout de temps, la science-fiction semble renoncer à une critique radicale de la société. Le genre s'oriente vers la recherche du langage ou l'ironie. Pourtant, il reste quelques exceptions, notamment le livre de Jeschke qui date, il est vrai, de près de huit ans !

Cet auteur allemand reprend le thème classique du voyage dans le temps. Mais tandis que les autres écrivains, comme H. G. Wells, mettaient en scène des scientifiques ou des explorateurs désintéressés, Jeschke est plus proche de la réalité en imaginant un plan d'Etat géré par les autorités militaires. Et si celles-ci s'intéressent au voyage temporel, c'est pour envoyer des commandos annexer les zones pétrolières ou les territoires stratégiques dès les premiers âges de la terre.

C'est pour cette raison que l'US Navy sacrifie des hommes, car il n'y a aucun moyen de revenir à notre époque. Mais les Etats-Unis ne sont pas les seuls à y avoir pensé. Les envoyés de différents Etats s'entre-tuent alors, enrôlant même des hommes-singes (bientôt « civilisés ») comme troupes auxiliaires. Et, bien sûr, chaque combat dans le passé modifie notre présent jusqu'à ce que les soldats s'aperçoivent qu'ils sont condamnés à oublier leur civilisation d'origine... Il faut recommander ce roman de Jeschke, qui est une excellente analyse du paradoxe temporel et aussi une fable antimilitariste. Cela devient rare de nos jours.

YVES (Gr. « Les Temps Nouveaux »)

Le dernier jour de la création, Wolfgang Jeschke, Denoël, Présence du futur, n° 316.

### CINÉMA

## « La petite Voleuse », de G. Miller

L'APRÈS-GUERRE, 1950 : avoir quinze ans, au féminin, dans les Deux-Sèvres. Vivre chez un oncle et une tante qui n'ont pas de sous et qui vous le rappellent plus souvent que c'est nécessaire. Vivre avec le souvenir flou d'une mère absente qui ne se serait pas très bien conduite pendant l'Occupation... espérer quand même des nouvelles, une lettre qui n'arrive jamais...

Alors, il y a le cinéma, moyen d'évasion par excellence, conducteur de rêves : les bas-coutures des belles dames riches, les sous-vêtements satinés et la poitrine avantageuse des actrices sur les affiches.

Janine prend donc tout ce qu'elle n'a pas. La société dit qu'elle « vole ». La société ne lui fera pas de cadeau.

Claude Miller — qui nous fait des clins d'œil vers ses anciens films en faisant dérouler le générique sur l'air de *La meilleure façon de marcher* — a osé adapter un scénario original de François Truffaut et les rapports privilégiés qu'entretient l'héroïne avec le cinéma ne manqueront pas de rappeler Antoine Doinel. De même, ces deux réalisateurs savent — et c'est un thème commun à leur filmographie — qu'être enfant ou être jeune, ça n'est pas synonyme d'être heureux.

Au contraire, la période de l'enfance et de l'adolescence peut être celle où l'individu est le plus réprimé car la société a besoin que l'individu marche droit vers Dieu !

Ainsi, la France des années cinquante présentée dans le film de Miller est une France plus que jamais verrouillée : c'est pas du rock qu'on entend à la radio, et les avortuses se nomment « faiseuses d'anges ». Il y a des bonnes sœurs en guise d'éducatrices spécialisées dans les maisons de correction.

La reconstitution du décor de l'époque est minutieuse, peut-être un peu trop : ça se voit, on sait que ça fait « années 50 ». Mais ce qui est très réussi c'est cette difficulté de communication entre les personnages, les adultes étant empêtrés dans leurs convenances ou aigris par le manque d'argent, selon le milieu social.

La scène que j'ai préférée : celle où Janine, dans sa période soumise, rangée et « aisée » invite son oncle dans une pâtisserie de luxe, celui-ci tient à régler l'addition, il sort ses billets bien liés en quatre de son porte-monnaie, ce qu'il doit payer représente peut-être la paye de deux semaines. Mais il y tient. Amour propre authentique. Quand on n'a pas d'argent, il reste la dignité.

Voilà donc un bon film, dans la ligne droite de la meilleure tradition française : le choix du milieu social, les rapports entre l'héroïne et le monde qui l'entoure peuvent évoquer le cinéma français des années 30. Celui de Carré, Duvié, Renoir. A voir.

Y. G.

ECOUTEZ RADIO-LIBERTAIRE 89.4 MHZ PARIS

### CINÉMA

## « La main droite du Diable »,

UN assassinat d'un animateur de radio un peu subversif, l'enquête menée par une femme agent du FBI dans une commune agricole de la région de Chicago, son approche et son infiltration dans les groupes d'extrême droite et, enfin, son amour pour un des militants de ces groupes clandestins, tels sont les ingrédients du dernier film de Costa Gravas, *La main droite du Diable*.

Un film dur, dérangeant, qui, à coup sûr, ne laisse pas indifférent. On sort pourtant de la salle de cinéma avec une impression « mi-figue mi-raisin ». Car d'une part, Gravas soulève dans son film des problèmes essentiels vis-à-vis de l'engagement à l'extrême droite, mais d'autre part il dérape très rapidement dans le sensationnel et le roman policier. Le groupe d'extrême droite n'est en effet rien de moins qu'un groupe paramilitaire avec camps d'entraînement, stands de tir, attaques de banques et assassinats. Le tout couronné à la fin du film par la préparation d'un coup d'Etat aux couleurs du néonazisme et du Ku Klux Klan. Un peu grand guignol ! Et surtout fort décupabilisateur pour l'électeur lepéniste moyen qui ne saurait se reconnaître au travers de tels cow-boys. Il montre par ailleurs le caractère « spectaculaire » de l'activité de certains groupes armés d'extrême droite. Ce « spectacle » pourrait fort bien faire oublier le danger bien plus important que constitue le glissement de certaines idées fascisantes dans les sociétés modernes, ou les 4,5 millions d'électeurs lepénistes en France ou encore la pénétration d'instances de décisions (Conseils régionaux, Conseils municipaux) par des militants d'extrême droite.

Enfin, ce scénario à la James Bond est regrettable car l'analyse psychologique du militant d'extrême droite est, elle, particulièrement fine et soignée. On découvre un fermier qui bosse, qui trime, bouffé par ses problèmes, qui prend en haine la société qui l'entoure, c'est-à-dire les fonctionnaires, la ville (« Chiotte-Cago ») et, « bien sûr », les juifs et les « nègres ».

Et par ailleurs, un homme tendre avec sa nouvelle compagne (agent du FBI), adorant ses gamins, un cœur gros comme ça. Bref, le parfait citoyen moyen tel qu'on en rencontre chaque jour au boulot, chez le commerçant, au bistrot du coin. Un type incapable d'un raisonnement politique approfondi, sans références, ballotté au gré de ses pulsions, de ses instincts, de ses haines, de ses tripes. Un jour il pleure sur une jument qu'il doit abattre, un autre jour il participe au massacre d'un Noir, tandis que le surlendemain il engueule deux militants qui se baladent dans un champ avec des uniformes SS. Le paumé, récupérable et récupéré pour les pires dérives, pour les pires besoins.

Costa Gravas nous a donc livré un film certes intéressant mais ambigu sur bien des plans. La majorité des spectateurs prendra ce film pour ce qu'il est : un film militant contre l'extrême droite et exposant implicitement les difficultés psychologiques de ce combat. Mais il pourrait tout aussi bien, par son caractère « Starsky et Hutch » sublimer un certain nombre de fêlés rêvant à d'autres activités qu'au vote FN à chaque élection. Et l'on sait que de ce côté-là, le vivier a bien grossi.

PATRICK (Gr. d'Angers)

### Léo Ferré

« Les marins c'est marrant, même à terre c'est dans l'eau »

Triple album enregistré au TLP en mai 1988, Léo Ferré recueilli dans la lumière bleue d'une belle pochette et, à l'intérieur, 33 chansons sur trois 33 tours ; ne dit-on pas que le chiffre 3 est l'expression de l'achèvement, qu'il est la totalité...

Vous connaissez toutes les chansons, il n'y en a pas d'inédites sur ce dernier-né et peut-être reconnaîtrez-vous le claquement de vos mains enthousiastes à un moment où à un autre. L'enregistrement est techniquement bon, bien que pour ma part je ne raffole pas des disques en public qu'on écoute chez soi une fois la magie de la scène en allée (la magie visuelle est réfractaire à l'oreille, c'est bizarre ça ! Enfin comme je sais que vous avez d'excellents rapports avec votre imagination, ça se discute !). Bon, je ne vous dirai rien à propos de la réalisation artistique c'est sans importance.

« Aie, aie, aie », me dit la voisine du dessus qui danse le flamenco à Pigalle, « Ce que j'aime chez Léo Ferré, c'est sa gravité, c'est une façon de dire à chaque fois qu'il y a à dire, que la vie est une aventure grave et sérieuse. Oyé ! »

J'ai besoin de mots clairs pour parler de Ferré-poète qui aide celui qui a la frousse. Il faut toujours faire confiance au poète, le salut n'est pas ailleurs.

Qu'est-ce qui se passe entre nos yeux et le soleil qu'on regarde en face ? Qui pose un pont entre nous et l'intelligence des choses ? Qui enlève à l'existence son tissu de mensonges et laisse toute nue la solitude pour qu'on la regarde enfin, qu'on s'endorme avec, calmement, sans la peur ?

Aie, aie, aie, clac, clac, clac, clac, les souliers du flamenco claquent comme les mots de l'espoir... Au fait, la lumière sur la pochette, elle vient d'où ?

Maria-Pepa AVRIL

Léo Ferré au TLP-Déjazet, disque EPM, album triple, 166 F.

Un service régulier et pratique l'abonnement

### SF

## Après-demain les loups

Clifford D. Simak, un des grands auteurs de la science-fiction, a publié plusieurs romans récemment. Après les nombreux livres réussis qui lui valurent une renommée parmi les amateurs, ses derniers romans ne méritaient pas d'enthousiasme excessif. On pouvait penser que c'en était fini de l'un des grands. Pourtant *Le chemin de l'éternité* (1) est un bon roman ; même s'il n'égale pas ses meilleurs livres, il rompt avec la débilite croissante des *Projet Vatica* XVII, *La planète aux embûches* et autres *Au pays du mal*.

Dans ce nouveau roman on retrouve de nombreux ingrédients habituels à Simak : mutants, voyage dans le temps, chien-loup, télépathie, extraterrestres, etc. Le « catalogue » tient bien la route, les intrigues se poursuivent avec de nombreux rebondissements. Un livre dense, dans un style clair, à réserver aux amateurs de SF.

C. NATUREL

(1) Clifford D. Simak, *Le chemin de l'éternité* (1986), J'ai lu n° 2432.

## BICENTENAIRE

## Le « socialisme » sous la Révolution française

Nous publions ici la seconde partie d'un texte de Jean-Paul Thomas extrait de *L'état de la France pendant la Révolution, 1789-1793*, paru aux éditions La Découverte. Après les « curés rouges » Jacques Roux et Pierre Dolivier, Jean-Paul Thomas expose les conceptions sociales de L'Ange et celles de Sylvain Maréchal et Gracchus Babeuf.

La rédaction

LES anticipations de L'Ange, comme ses bizarreries et la singularité de ses termes, ne sont pas, assure Jaurès, sans faire pressentir Fourier. François-Joseph Lange, dit L'Ange, était né en 1743 dans le ressort de Kehl. Il alla se fixer à Lyon, où il exerçait en 1784 le métier de décorateur en soieries. Dès 1790, dans sa brochure *Plaintes et Représentations d'un citoyen décrété passif aux citoyens décrétés actifs*, il protestait contre la privation des droits politiques qui frappait les pauvres. En 1792, officier municipal, il préside la Club de la Fédération et se consacre au problème des subsistances. Le 9 juin, il présente à la mairie de Lyon des *Moyens simples et faciles de fixer*

l'expérience l'a prouvé, affame le peuple. Les coopératives ne devront donc pas se borner à acheter et à distribuer les produits, elles devront organiser la production. L'exploitation sera assurée en grand par chaque centurie, sorte de phalanstère, dans le cadre d'un communisme rural.

Les Montagnards lyonnais ne furent pas séduits par les audaces de leur concitoyen, et cette ultime brochure ne fut guère diffusée. Au reste, les vues à long terme de L'Ange ou de Dolivier, les transitions lentes qu'ils souhaitaient ne pouvaient résoudre les problèmes urgents posés par la cherté croissante et par les souffrances d'une multitude inquiète et irritée. C'est

Mais autant il est évident que la république jacobine est démocratique et égalitaire, autant il est constant que l'agressivité contre les riches ne suscite jamais le dépassement de l'égalitarisme du sans-culotte parisien, dont l'idéal réside dans la généralisation du statut de petit producteur indépendant. Robespierre, Marat et les robespierristes ne furent pas des précurseurs du socialisme.

Défenseur intrinsèque du peuple, démocrate avant d'être républicain, le député d'Arras avait combattu les privilèges politiques des riches et réclamé le suffrage universel. Son égalitarisme moral lui inspira des mesures qu'on aurait tort d'attribuer exclusivement aux circonstances. Il est certain aussi qu'il a de plus en plus ressenti que le peuple — entendons le petit peuple — est détenteur de l'authenticité révolutionnaire. Mais jamais il n'a entendu proscrire la propriété individuelle, cette convention sociale utile et bienfaisante dont l'Etat souverain est le garant dès lors qu'elle ne porte pas atteinte au droit de tout homme à subsister.

## « La terre n'est à personne »

Telles sont donc les limites théoriques de la politique sociale montagnarde. La pensée révolutionnaire allait cependant, grâce à Babeuf et aux Egaux, prendre un nouvel essor, par l'élaboration théorique et la tentative de mise en œuvre d'une révolution à caractère communiste.

Les anticipations de L'Ange n'avaient pas suscité beaucoup d'échos, la mise en question de la propriété héréditaire du sol par Pierre Dolivier restait en deçà du communisme agraire. Précurseur, selon Jaurès, de Saint-Simon, Boissel avait, dès 1789, fait connaître son communisme en s'attaquant vivement, dans son *Catéchisme du genre humain*, à la religion, la famille et la propriété, ces institutions de « l'ordre mercenaire, homicide et antisocial ». Mais il appartenait à Babeuf d'assurer la rencontre d'un esprit utopique issu du siècle des Lumières et du processus révolutionnaire. Comme Buonarroti l'a relaté en 1828, Babeuf et ses amis conspirèrent pour renverser le Directoire. Dénoncée par le capitaine Grisel, la conspiration échoua. Babeuf fut arrêté en mai 1796, condamné puis exécuté en 1797.

Le *Manifeste des Egaux*, dû à Sylvain Maréchal, expose la doctrine sociale des babouvistes, dont les thèmes fondamentaux sont rassemblés dans les passages souvent cités qui annoncent, après la Révolution française, « une autre révolution bien plus grande, et qui sera la dernière ». Préoccupés d'égalité réelle, les Egaux, dépassant la « loi agraire », touchent à « quelque chose de plus sublime et de plus équitable : le bien commun ou la communauté des biens ! Plus de propriété individuelle des terres, la terre n'est à personne. Nous réclamons, nous voulons la jouissance communale des fruits de la terre : les fruits sont à tous le monde ».

Peut-on déterminer l'influence respective de Babeuf, de Buonarroti et de Maréchal dans l'élaboration de la doctrine ? Et le *Manifeste* exprime-t-il authentiquement la pensée de Babeuf ? Si la réponse à la première question n'est pas acquise, la seconde ne fait pas de problème : les articles de l'ancien feudiste dans *Le Tribun du peuple* exposent une organisation collective du travail et du sol, fondée sur la communauté des biens et des travaux. Lecteur de Rousseau et du *Code de la Nature* de Morelly,

Babeuf, dont la pensée se précise au cours des événements révolutionnaires, est donc à la source d'une théorie et d'une pratique originales. Le souvenir des droits collectifs et des habitudes communautaires des paysans picards, a joué son rôle dans l'édification de la doctrine, et les limites des solutions économiques babouvistes — « malthusianisme », méconnaissance du travail industriel — sont connues. Reste que la constitution d'un noyau de

conspirateurs escomptant l'appui des masses pour établir un régime communiste est une première.

A côté des intuitions préfourieristes de L'Ange et des tentatives des robespierristes pour soumettre la propriété au bien commun et au droit de chacun à l'existence, on doit donc aux Egaux la troisième des grandes familles d'idées égalitaristes de la Révolution française.

Jean-Paul THOMAS

## « Catéchisme du genre humain »

Dans le « Catéchisme révolutionnaire » (1789), François Boissel, ancien avocat alors âgé de soixante et un ans, dénonce les trois institutions qui oppriment l'homme : « Ce sont les propriétés, les mariages et les religions que les hommes ont inventés et établis pour légitimer leurs usurpations, leurs violences et leurs usures ». Il consacre quelques pages à la propriété sous forme de questions-réponses, dont nous vous donnons un extrait (on notera au passage son déisme). Après avoir qualifié la propriété de « liberté de disposer de ce qu'on dit nous appartenir, comme bon nous semble », il l'attaque en tant que fondement de la société.

La rédaction

D. Pourquoi le droit de propriété ne peut être qu'une monstruosité dans l'ordre physique ?

R. C'est que, dans l'ordre physique, tout ce qui existe dans la nature n'appartient essentiellement qu'à la nature et à son auteur, auxquels l'homme appartient essentiellement aussi lui-même ; et qu'étant venu au monde tout nu, et sans aucun titre, autre que celui pour ses besoins physiques, auxquels la nature et son auteur ont pourvu, en plaçant dans le cœur et dans le sein d'une mère les moyens de le conserver et de le nourrir, pendant tout le temps qu'il ne peut pourvoir lui-même à sa conservation et à sa nourriture, il a pu après ce temps, à l'exemple de sa mère et des animaux vivants en société, se procurer, par son travail et son industrie, les moyens de subsister, sans s'en arroger la propriété inutile et contre-nature.

D. En est-il de même dans l'ordre moral ?

R. Oui, sans doute, puisque l'homme social n'arrive pas au monde avec plus de titres que dans l'ordre physique, mais seulement avec les mêmes besoins auxquels l'ordre social peut pourvoir par la seule jouissance des choses naturelles, avec plus de sûreté, plus de commodité et infiniment plus d'agréments que dans l'état de nature sauvage, sans qu'il soit nécessaire d'établir de droit de propriété, ni des conventions qui ne sont pas plus conformes à la nature, ne la choquent, ne la révoltent pas moins dans l'ordre moral que dans l'ordre physique, et qui ne peuvent opérer que la division, le malheur et la destruction des hommes les uns par les autres ; à cause de l'intérêt désastreux et monstrueux que tous ces droits, toutes ces conventions, ou plutôt toutes ces chimères établissent, de ne rapporter qu'à soi-même tout ce qui ne doit être rapporté qu'à la masse générale, pour être distribué selon les besoins de chaque membre de la société.

D. En ce cas, tous les droits, toutes les prétentions des hommes ne peuvent être que des monstruosité, puisqu'ils ne sont point conformes à la nature.

R. Oui, sans doute, et à leur plus grand détriment, puisqu'il est évident que nul ne peut établir un droit en sa faveur, dans cette vie

passagère, au préjudice de son semblable, sans établir, en même temps, le même droit en faveur de son semblable, contre lui-même et sa postérité ; qu'ainsi, dans le choc de cette réciprocité de droit ou de prétention, ce ne peut être que la finesse ou la force qui en décide, par l'assujettissement ou la destruction de l'un des deux prétendants, quelquefois même de tous les deux ; ce qui n'est qu'une monstruosité palpable. Tout droit qui ne peut s'acquiescer que par la force, ni se maintenir que par l'imposition, ne peut pas être un droit qui ne tend qu'à conserver ; mais une monstruosité qui ne tend qu'à détruire, infiniment plus onéreuse, plus dangereuse pour celui qui en est en possession, que celui qui en souffre ; c'est le *districus ensis* d'Horace. En un mot, l'homme ne peut avoir d'autre droit dans l'ordre moral ou social, que celui de travailler à la conservation et au bonheur de ses semblables ; tous les droits, toutes les institutions qui pourront éloigner l'homme social de ce but, ne seront que des monstruosités qui ne pourront engendrer ni former que des monstres.

D. Cependant un écrivain très estimé a dit, dans un de ses discours, que celui qui le premier avait dit « Ceci est à moi » devait être regardé comme le vrai fondateur de la société civile.

R. Jean-Jacques Rousseau n'a raisonnablement dit, dans un de ses discours, que celui qui le premier avait dit « Ceci est à moi » devait être regardé comme le vrai fondateur de la société civile. Mais il n'a pas raisonné d'après le droit, ni d'après les principes qui auraient dû fonder la civilisation, qu'il n'a pas connus, et dont il n'a pu sentir, par conséquent, les précieux avantages, qui lui auraient fait préférer la vie civile à la vie sauvage. Il n'a ouvert les yeux que sur l'origine du mal, sans s'occuper d'aucun remède curatif ; car son contrat social ne présente que des palliatifs contre le vice radical des sociétés humaines. L'auteur de l'esprit des lois n'a raisonné de même que d'après l'état existant des choses humaines, et non d'après l'état qui aurait dû et devrait exister, qu'il n'a pas mieux connu que tout les autres publicistes les plus célèbres ; en quoi leurs ouvrages sont plus nuisibles que profitables au genre humain.

*Courez vous nommez vous, votre age, votre lieu de votre naissance et tel demeure.*  
*François Joseph Lange age de 50.*  
*place de Lacharité N. 910 à Lyon*  
*de quel pays et vous*  
*de quel état, de quel état, de quel état*  
*us. j'ai été agraire et j'ai été*  
*et vous homme de loi*  
*non*  
*mais vous ete juge de jure*  
*ii*

l'abondance et le juste prix du pain. L'Ange est sensible à l'incohérence des exploitations foncières. Il vise la coordination, l'harmonisation des efforts. De là l'idée d'un vaste bâtiment central, commun à plusieurs domaines, sorte de grenier fournissant partout pain, blé et farine à un prix identique.

Ces greniers coopératifs, au nombre de trente mille, correspondent aux cellules qui constituent la nation, les « centurions ». Ils sont alimentés par les producteurs. L'exploitation individuelle est ainsi rationalisée par ses liens avec le grenier de la centurie, selon des vues qui ne s'éloignent pas encore de celles de l'abbé Dolivier.

Mais l'année suivante, L'Ange s'aventure sur des terres inconnues. Dans *Remède à tout, ou Constitution invulnérable de félicité publique, projet donné maintes fois, sous différentes formes*, imprimé à Lyon, il envisage ce que les sans-culottes étaient encore loin de concevoir : la fin de la propriété individuelle. L'Ange ne croit plus, en effet, que les producteurs de denrées agricoles porteront d'eux-mêmes leur récolte au grenier de la centurie. La liberté économique,

beaucoup plus sous la pression du mouvement populaire, exprimée un temps par les Enragés, que les Jacobins allaient prendre les grandes mesures à propos desquelles on a pu parler de démocratie sociale.

## Les décrets de Ventôse

Plus encore que le vote de la Constitution de 1793, et l'instauration du Maximum général des prix et des salaires, les décrets de ventôse (26 février et 3 mars 1794), que fit voter Saint-Just, marquent le point culminant de la politique sociale des Jacobins. Ils ordonnaient la confiscation des biens des suspects et l'établissement de listes de patriotes pauvres auxquels les biens confisqués seraient distribués gratuitement. Mais le principe effectivement retenu ne fut pas celui d'une distribution gratuite des terres — forme d'application limitée de la « loi agraire » — mais celui d'une indemnisation. Bientôt, au lieu de « démanteler les riches pour couvrir et revêtir les pauvres », comme le prévoyait Saint-Just dans ses *Institutions républicaines*, on en revint à un plan de bienfaisance nationale destiné à vaincre la mendicité.